Nouvelle Série
N° 3
9° Année

Défense de l'Occident

MARS
1960

Revue mensuelle politique et littéraire
Secrétaire général : Jacques Poillot

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, Services commerciaux et vente :
58, rue Mazarine, Paris (6°).

Abonnement. — 1 an : 18,00 NF ; Etranger : 24,00 NF
Soutien : 30,00 NF — Propagande : 50,00 NF

C. C. P. : 2182-19 PARIS

*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue ***DÉFENSE DE L'OCCIDENT*** **à partir du N°** ______

NOM ______________________________

PRÉNOM ______________________________

ADRESSE ______________________________

____

Signature

Abonnements. — 1 an : 18 NF
Etranger : 1 an : 24 NF
Soutien : 30 NF ; propagande : 50 NF

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 58, rue Mazarine, Paris-6e, C.C.P. 2182-19 Paris.

Maurice BARDECHE.

Les sept samouraï

C'est une force d'être seul et surtout de vouloir l'être. Notre justification est là et peut-être elle n'est que là. Pas de Margaret, pas de Krouchtchev. Commenter l'actualité, c'est déjà l'accepter, c'est le commencement du conformisme. Nous ne sommes pas de ceux qui disent : il faut être raisonnable, il faut être réaliste. C'est déjà hurler avec les loups que de reconnaître qu'il y en aura toujours. A force de vouloir être *raisonnables,* à force de vouloir accepter leur temps, des millions de catholiques, des millions de chrétiens, comme autant de vierges folles, ont fini par laisser éteindre leur lampe ou, du moins, ils ne portent plus qu'une chandelle borgne qui n'éclaire que leurs pieds : et tout d'un coup ils entendent comme la Trompette du Jugement la voix d'un vieux cardinal qui leur crie cette évidence oubliée : « Les ennemis du Christ sont vos ennemis. » Que de sottises ne fait-on pas sous prétexte d'*avoir de l'influence ?* Pour monter sur l'estrade d'où sa voix sera entendue, chacun transige avec sa vérité et pactise avec ceux qui, par lâcheté ou aveuglement, nous livrent aux bêtes. L'illusion d'avoir de l'importance, pour trente lignes prudentes imprimées au *Figaro,* leur fait oublier que les voix déraisonnables qui crient longtemps dans le désert sont finalement les voix étranges qui frappent un jour les hommes par leur nouveauté. J'en connais qui entreront dans la tombe avec un tricorne d'académicien entourés, comme les pharaons morts, des bandelettes de leurs commentaires insipides. Nos grands journaux sont des cimetières d'écrivains, cadavres à qui nous n'osons même plus demander ce qu'ils font. Et nous pensons avec nostalgie à ce qu'ils pourraient être aujourd'hui s'ils avaient accepté d'être *seuls.* Si le monde d'aujourd'hui n'avait été pour eux qu'un cauchemar auquel ils auraient opposé leur propre image du monde. Et s'ils avaient accepté de faire leur métier d'écrivain qui est d'opposer la vérité qu'on porte en soi, l'homme qu'on porte en soi aux reflets incohérents que nous renvoient les glaces devant lesquelles défile l'humanité.

⁂

Ce préambule est bien loin de mon histoire. Je voulais parler des *Sept Samouraïs :* c'est une légende japonaise du XVIIe Siècle. Un village de la montagne réduit à la plus profonde misère par les raids d'une troupe de brigands qui lui enlève ses récoltes, fait appel à sept samouraïs que les villageois vont chercher à la ville voisine. Ce sont des samouraïs pauvres qui ont fait vœu de défendre les faibles et les opprimés. Ils viennent, ils s'installent au village, ils construisent des défenses : et leur art du combat est si parfait et si profond que lorsque les brigands reviennent, dix fois plus nombreux, ils sont tous massacrés par les sept samouraïs. Et le village retrouve la paix et le bonheur, mais à la sortie du village, il y a cinq tombes de samouraïs.

Je regardais avec nostalgie ces images d'autrefois. Ils étaient pauvres et ils repartent pauvres. Ils sont savants à la guerre et la guerre est pour eux un art, comme elle l'était pour nos chevaliers : l'art des armes, une sûreté et une prudence qui tient du judo, une escrime savante qui est toute science, sang-froid et adresse, la même science, le même sang-froid que celui du toréador, une science de spécialiste, calme, patiemment apprise, et qui veut non seulement de la force, mais de la maîtrise de soi, une maîtrise qui ne s'acquiert que par une longue formation morale, métier des armes aussi vivant, aussi exclusif que ces secrets de l'acuponcture que les Chinois se transmettaient vers le même temps, et comme celui-ci, hermétique, car le samouraï, comme le médecin, ne pouvait former qu'un seul élève. Ils sont gais : la protection par eux ne s'accompagne pas de morgue, mais de joie. Ils aiment ce village pauvre qui les a suppliés plus qu'il ne les a choisis, qui les nourrit mal, qui ne les paie, mais auquel ils sont liés par la promesse de la protection qui est la promesse même du soldat. Et ils sont bons, comme les êtres qui détiennent une supériorité et le savent, de cette bonté sérieuse et patiente des forts, des hommes qui se sentent d'une autre espèce par leur initiation et par leur vocation. Que de secrets perdus dans cette lande de siècles que nous appelons la civilisation !

Sous la croix de l'ordre de Malte, sous le casque des chevaliers teutoniques, sous la chape des Croisés, nous avons eu, nous aussi, nos samouraïs Et il nous ont appris ce que c'était que l'honneur du soldat. Car le soldat n'est pas plus qu'un prêtre un citoyen comme un autre. Sa carrière est une vocation, il est marqué d'un signe, il appartient à un ordre. Son métier est le plus grave, le plus effrayant de tous : il est l'homme qui a appris à tuer pour la protection des autres, il a la permission de tuer, il est le seul homme pour qui le meurtre n'est pas un crime,

mais un acte qu'on lui apprend et qu'on exige de lui. Et en revanche, il est lié au peuple par le serment de protection qui est son obligation, son vœu, en échange duquel il a le droit de mort. Cet échange de la nourriture pour la protection est le contrat militaire proprement dit. Par là tout soldat est mercenaire ou missionnaire selon son choix.

C'est par là, sans doute, que, mercenaire ou missionnaire, le soldat est un corps étranger pour la société actuelle : c'est par là aussi qu'il peut être un exemple et un espoir de salut. Mercenaire, il est cette force prétorienne, monstrueuse, casquée, aveugle, endoctrinée, instrument des gigantesques pharaonismes modernes, poing d'acier qui sert à écraser les hommes : Budapest, l'armée *qui obéit*. Car, au bout de toute obéissance *passive*, il y a Budapest, inexorablement. Il y a aussi les fiches. *L'officier républicain* ne se conçoit pas sans le triage, la sélection, c'est indispensable aux Etats modernes. Et pour se défendre, *l'esprit républicain* accouche, en somme, de ce qu'il y a de plus contraire à *l'esprit de liberté*, une armée politisée — toujours suspecte, toujours surveillée — corps de police aveugle qui sert à garantir une certaine notion de l'honneur et de la liberté, en exigeant de ses officiers qu'ils détruisent en eux leur propre honneur et leur propre liberté. Quel officier peut supporter l'idée qu'il est entré à Saint-Cyr pour aboutir à Budapest ?

Mais en le faisant missionnaire, l'officier retrouve l'origine même et le sens profond du contrat militaire. Les missions d'éducation de protection, de fraternité qu'accomplit l'armée en Algérie ne sont pas seulement nées des circonstances, elles sont la mission même du samouraï. Chaque jour, nos officiers inventent et assument ce que les civilisations les plus anciennes et les plus nobles avaient prescrit aux meilleurs de leurs fils : et dans l'esprit de désintéressement qui en était l'inspiration même. L'armée inattendue inventée par notre temps est un phénomène d'auto-défense de l'Occident dont l'importance est encore méconnue. Avec les tâches multiples qui lui sont imposées, avec l'esprit missionnaire qu'elle s'est donnée, elle est devenue l'équivalent moderne des ordres militaires qui sont nés à la fin du Moyen-Age pour la défense des marches de l'Europe. Comme eux, elle doit à la fois se battre, bâtir, convertir. Comme eux, elle s'aperçoit que de ces trois tâches, c'est la dernière qui est la tâche capitale que les deux autres ne font que préparer. Et comme eux aussi elle confond son devoir de *servir* et son devoir de *préparer :* car le lien qui la lie aux populations qui ont accepté son aide est le même que celui qui unit le village et les samouraïs, il est une parole d'homme, la plus sainte de toutes, celle qui est donnée aux faibles et aux défavorisés et qui est leur seule, leur suprême protection. Là est l'honneur du soldat : dans cette mission acceptée, dans cette parole donnée. *Et finalement, il n'y en a pas d'autre.* « Cedant arma togæ »,

c'est un mot de 1907 pour l'armée de 1907. L'obéissance au chapeau melon, c'est un vœu qui n'a jamais été prononcé dans la veillée que passaient au pied de l'autel et devant leur conscience les gosses de vingt ans qui attendaient qu'on leur remette l'épée, symbole de leur honneur et de leur loyauté.

Dans la société d'aujourd'hui, la naissance spontanée de cette nouvelle race d'hommes est un scandale et un espoir. Elle est un scandale parce qu'elle est vouée au désintéressement dans un monde qui n'a pour culte que la richesse, parce qu'elle combat dans une société qui n'aspire qu'à l'abandon et à la capitulation, qui n'a plus le courage, ni la pensée même du combat, parce qu'elle refuse le poison dans un organisme nourri de poisons, même quand il croit en faire des antidotes. On ne le voit pas assez, mais l'armée actuelle, dans la mesure où elle accepte la mission des samouraïs, est de plus en plus un corps étranger dans le monde contemporain. Non seulement elle n'est pas *à l'unisson,* comme on a pu le constater publiquement, mais elle n'est pas assimilable. Des hommes qui ont senti aussi fortement, dans l'expérience du combat, les conditions de la défense de l'Occident, et qui les ont rattachées à une conception traditionnelle de l'honneur et du métier des armes, ces hommes-là ne constituent pas un corps indiscipliné ou inquiet qu'on peut rassurer par des tournées de popotes : ils sont nécessairement amenés à avoir en tout les réactions les plus contraires à celles d'un régime fondé sur l'argent, la capitulation et les sophismes des idéologies. L'armée, consciente de sa mission et de son honneur, deviendra nécessairement consciente de tout ce qui l'oppose, de tout ce qui la rend étrangère au régime actuel. Elle est une autre race qui naît parmi nous. Sans qu'elle le veuille, sans qu'elle veuille faire de politique, simplement en prenant conscience de ce qu'elle est, elle est nécessairement amenée à être *un Etat dans l'Etat.* Et il n'en peut être autrement. Quiconque fonde sa vie sur le sacrifice, prêtre ou soldat, se sépare de ceux qui fondent leur vie sur les jouissances et sur la facilité. Il a beau les servir, avoir la volonté de les servir, il est autre. *Tu es sacerdos in eternum* est écrit sur le front du prêtre et sur l'épée du samouraï. Il n'y a pas de discours, il n'y a pas de déclaration qui puisse prévaloir contre cela.

C'est de cela que peut naître le salut de l'Occident. Les « jeux mortels de la politique » continuent sous une autre forme. Mais en dehors d'eux, par une voie que nous n'avions pas prévue, par des hommes neufs devant nos vieilles querelles, une force est née de l'auto-défense même de notre civilisation. Qu'une *journée* réussisse ou échoue, ce n'est qu'un incident dans la poussée des forces ; qu'une provocation désorganise pour un temps ce qui a été fait, ce n'est qu'un expédient du pouvoir, et comme tous les expédients, il ne fait gagner que quelques mois. Mais qu'un esprit nouveau naisse, qu'une *idée,* cette force insai-

sissable, implacable, lève quelque part son vent brûlant, ce sont ces choses-là qui comptent, ce sont ces choses-là qui pèsent dans la balance où se mesurent les destins. C'est autre chose qu'une *force* parmi d'autres forces, nous le saurons quelque jour, quand l'ampleur des conséquences apparaîtra ! C'est un sang nouveau qui coule dans les veines de notre pays. Contre cela aussi, les discours, les subterfuges ont peu de pouvoir.

De savoir si l'armée détruira le régime actuel, c'est surtout une question d'occasion, de circonstances, d'hommes. Ces choses-là sont sujettes aux hasards de l'histoire ; et d'ailleurs, *aide-toi, le ciel t'aidera*. Mais ce qui est plus important encore, c'est ce sang nouveau que l'armée transfuse à la nation depuis qu'elle a découvert sa mission. Goutte à goutte, le corps exsangue de la France, le corps sans âme de la France, reprend vie. Mais la légende japonaise montre les paysans du village aux côtés des samouraïs, repoussant avec leurs longues cannes de bambou la cavalerie des envahisseurs. Ce sang qu'on nous transfuse, pour nous sauver, il faut aussi que nous le voulions. La lente, l'invisible transformation qui s'opère en France depuis Dien-Bien-Phu, c'est un événement capital. Mais taillons nos cannes de bambou.

Maurice BARDECHE.

ENQUÊTE SUR L'OPINION ALGÉRIENNE

Position du mouvement du Docteur Lefevbre

Dans le cadre d'une enquête sur la position des grands mouvements représentatifs de l'opinion algérienne, nous avons demandé à un ami du Docteur Lefebvre, le Docteur Jean-Claude Lemaire, de nous indiquer les solutions proposées par le mouvement corporatiste. Nous souhaitons que la confrontation des différentes solutions donne lieu à un vaste débat.

Une solution heureuse pour l'Algérie

Dans un récent numéro du journal « Le Monde », M. Jacques Bassot, président du Comité Directeur de « la Fédération », a traité de l'Algérie région d'une France décentralisée, argumentant la prochaine proposition de loi de M. André Mignot tendant à créer une organisation régionale de la France et une « souhaitable décentralisation ».

On doit retenir notamment ce passage : « Une assemblée représentative et un pouvoir exécutif traitant, dans chaque région, des affaires locales permettraient progressivement une association consciente... des différentes classes et catégories nationales », et M. Bassot concluait : « Il n'échappera à personne que dans une République décentralisée (fédérale), l'Algérie trouverait sans difficulté sa place dans l'Unité Française du Territoire et de la Souveraineté.

Le Docteur Lefebvre a, de son côté, plusieurs fois évoqué cet aspect du problème algérien.

En effet, on doit reconnaître que l'intégration pure et simple, l'assimilation, est difficile. D'une part, une

intégration politique avec sa représentation élue par le suffrage universel amènerait plus de 100 représentants algériens à l'Assemblée Nationale (10 millions d'Algériens contre 40 millions de Métropolitains) et la France ne peut être déterminée par une force politique venue d'Algérie et peut-être sensible à des idéologies étrangères.

D'autre part, une intégration économique de l'Algérie inquiète toujours le Capitalisme métropolitain. C'est cette peur de la concurrence qui, depuis 100 ans, maintient le pays dans l'immobilisme, car si certains gros terriens d'Algérie sont en cause dans les responsabilités de la révolte, les coupables restent dans la haute finance internationale et le capitalisme métropolitain qui ont freiné sans cesse l'évolution de cette terre.

Enfin, les particularismes locaux et notamment musulmans ne peuvent être brutalement abrogés. Il faudrait « ne rien connaître de l'histoire, de l'ethnographie, de la contexture religieuse de l'Algérie » pour nier son originalité (J. Soustelle). Mais comme le précisait M. Bassot, il est clair que « tout statut spécial à l'Algérie risque d'ouvrir une porte psychologique et juridique à la sécession. »

Retenons donc les difficultés d'une « francisation » définie en assimilation, qui aurait cependant le mérite de sauvegarder l'intégrité nationale.

Impossibilité et difficultés également d'une autonomie de l'Algérie dans le cadre de la Communauté, donnant à longue échéance droit à la sécession et menaçant de faire d'une « minorité » européenne des apatrides sur leur propre sol natal. M. Guy Mollet pense que le Général de Gaulle estimerait logique un gouvernement des Algériens par les Algériens mais serait préoccupé alors par le respect des droits des minorités ethniques. Cette option reviendrait à celle d'un Etat Algérien dans la Communauté. Elle nécessiterait toute une révision de la structure de la Communauté ou alors un statut spécial algérien excluant la possibilité d'une sécession. Mais si de Gaulle veut créer (hypothèse socialiste) un Etat Algérien fédéré à la France (fédéralisme à deux), reprenons la question de J. Soustelle : Qui, dans ce cadre nouveau, détiendra le pouvoir ? (1).

(1) Une nouvelle lutte pour le pouvoir dans l'Etat Algérien entraînera une nouvelle guerre. Mystification.

Alors, pourquoi ne pas adoucir la brutalité de l'assimilation par la solution de l'Algérie, province de la France, par cette intégration fédérale lancée par M. Lauriol, approuvée par A. Camus.

B. Lefebvre, sensible aux leçons d'O. Salazar, a donc proposé la solution alliant l'intégration territoriaale à la libre manifestation des particularismes locaux et à l'égalité civique de toutes les communautés, devant modifier la Constitution de 1958 dans un sens fédéral. (Charte corporative).

« Dans une perspective régionaliste, la France serait composée d'un ensemble de provinces décentralisées (Métropole-Algérie-Outremer) et toutes ces provinces disposeraient sur le même plan d'une grande autonomie de gestion et seraient solidement rattachées au Pouvoir Fédérateur auprès duquel chacune se ferait représenter par une délégation politique identique nullement fonction du nombre d'habitants. »

Ainsi chaque province, qu'elle soit marquée par l'héritage latin, soumise à la loi coranique, sensible à l'influence germanique, entrerait dans l'ensemble français, s'y intégrerait, la personnalité s'estompant par la solidarité. Et l'Algérie demeurerait partie intégrante de la République Française.

L'Etat retrouverait sa nature qui, dans une société libre, est de contrôler ou d'arbitrer et non de gérer. La Nation serait constituée de ses communautés naturelles de base : communes et métiers groupés dans leur cadre provincial. Unité politique, décentralisation administrative et solidarité économique affirmeront la nouvelle République.

Vulgarisée, défendue, prônée par le mouvement fédéraliste comme par le mouvement corporatif, voilà la solution heureuse où les Algériens s'insèrent dans l'Unité française en respectant leurs diversités.

« Il n'y a rien à inventer, a dit Le Play, le nouveau est simplement ce qui a été oublié. »

Nous tous, disciples de Proudhon, de La Tour du Pin ou de Mounier, ne devons pas rejeter cette solution dans un sectarisme nouveau. Nous en sommes toujours à un point où « la peur des communistes encourage le communisme et où la hantise du fascisme pousse à s'accrocher à un régime inadapté ».

UN LIVRE PARAIT CE MOIS-CI :

LA CROIX, LES LYS
et la peine des hommes

L'ouvrage que M. Xavier Vallat publie sous le titre La Croix, Les Lys et La Peine des Hommes (1) *est né d'une conversation qu'il eut un jour à Clairvaux avec Charles Maurras, pendant leur commune détention.*

Le vieux chef monarchiste déplorait que personne ne rabattît le caquet des M.R.P. en train de revendiquer la représentation exclusive de la doctrine sociale catholique, alors que la Droite traditionnelle s'était bien avant eux préoccupée du sort des travailleurs. Xavier Vallat abondait dans son sens, et il avançait le nom de tel ou tel de leurs amis du dehors, également capables de combler cette lacune. En fait, ni l'un ni l'autre n'ayant pu s'atteler à cette œuvre de vérité, ce fut Xavier Vallat qui l'entreprit à sa sortie de prison.

Il s'aperçut bientôt, en se plongeant dans cette étude, qu'on ne pouvait se limiter à l'action de La Tour du Pin, d'Albert de Mun et leurs épigones, et que cette action sociale avait de lointaines racines dans le passé. En fait, il fut amené à remonter dans le détail jusqu'à la Restauration.

Mais ses recherches le conduisirent aussi à constater la concordance étroite entre la politique des représentants de la monarchie française et la doctrine des Souverains Pontifes qui furent leurs contemporains.

C'est pourquoi il a enclos les onze chapitres d'histoire sociale qui vont de 1922 à 1942, *dans une parenthèse qui s'ouvre par un premier chapitre intitulé* L'Accord des Capétiens et des Papes du XIX[e] siècle sur la question sociale *et qui se ferme sur un chapitre final intitulé* Pontifes d'aujourd'hui et Roi de demain.

Nous sommes heureux de donner ici, à nos lecteurs, en bonnes feuilles, l'essentiel du chapitre premier.

---

(1) Editions « Les quatre fils Aymon ».

Il est devenu constant de faire partir le mouvement social chrétien du 15 mai 1891, date de la fameuse encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII sur la condition des ouvriers.

C'est là une vue bien sommaire des choses. Que Léon XIII eût l'esprit naturellement généreux ; qu'il ait médité, bien avant de ceindre la tiare, sur le désespoir qui peut s'accumuler au sein des classes laborieuses écrasées par le libéralisme économique, on en trouve la preuve dans son Mandement du 6 février 1877, alors que le cardinal Joachim Pecci n'est encore que l'évêque de Pérouse : « D'une part, on voit des multitudes auxquelles on a enlevé toute espérance en un meilleur avenir et toutes les consolations que la foi prodigue aux malheureux, des multitudes qui ne peuvent trouver aucune compensation dans les jouissances de la terre, trop pauvre pour leur convoitise et trop prodigue de misères et de contrastes ; de l'autre, un petit nombre d'hommes à qui sourit la fortune, qui n'ont pas la moindre étincelle de charité allumée dans leur cœur, attentifs seulement à thésauriser et à jouir ; d'un côté, des hommes frémissants de désespoir, qui semblent être redevenus sauvages ; de l'autre, des joies obscènes, des danses et des habitudes païennes qui excitent l'indignation du pauvre délaissé et provoquent les châtiments divins... »

Nobles paroles de pasteur ayant charge d'âmes incarnées dans de misérables corps. Elles laissaient prévoir celles, plus solennelles, qu'il adresserait seize ans plus tard *ex cathedra* au monde entier. Mais ni la critique du libéralisme économique, ni la condamnation du collectivisme, ni la réclamation pour le travailleur d'un juste salaire familial, ni l'affirmation du droit qu'ont les producteurs de s'unir pour défendre leurs légitimes revendications ne sortaient tout armées du cœur et du cerveau de Léon XIII. Il gardera à tout jamais l'impérissable honneur d'avoir proclamé avec éclat et d'avoir mis sous le magistère de l'Eglise Romaine des directives qui obligeraient désormais la conscience de tous les catholiques ; il n'eût certainement pas accepté d'être considéré comme l'*inventeur* des principes auxquels il entendait donner par son encyclique un retentissement mondial.

Dans sa préface à *Encycliques et Messages sociaux,* Henri Guitton, dit fort bien : « L'encyclique *Rerum novarum* a été le fruit d'une lente maturation. De plusieurs points du globe sont parties vers le Vatican comme une suite d'offensives déférentes lancées par des catholiques notoires, actifs et éclairés, chacun consacré à sa manière à une œuvre d'apostolat social, au contact des difficultés concrètes du monde du travail et des besoins grandissants des ouvriers de l'époque. Il faudrait citer surtout, pour la France, les noms de Léon Harmel, La Tour du Pin, Albert de Mun... ».

Retenons donc d'abord ces noms, en faisant discrètement observer qu'en 1891, année de l'Encyclique, les trois hommes font ouvertement profession d'attachement au principe monarchique.

Georges Hoog fait écho à Guitton dans l'Avant-propos de son *Histoire du catholicisme social en France* (1871-1931), où cependant les lacunes volontaires le disputent au parti-pris des jugements, et il écrit à son tour : « ... Mais si l'Encyclique détermine un effort nouveau, elle consacre aussi un effort ancien. Elle n'est pas seulement un point de départ ; elle est un aboutissement. L'Encyclique fut désirée, préparée, en France comme à l'étranger, par toute une génération d'hommes d'études et d'hommes d'action. Ils travaillèrent avec autant de générosité que de courage, pendant la période de vingt années qui précéda la promulgation de l'Encyclique, de 1871 à 1891. Travail si fécond que Léon XIII n'hésita pas à dire que l'Encyclique était leur « récompense ».

Très bien ! encore. Mais ces « travailleurs » de 1871 à 1891, (tous royalistes), que l'Encyclique entend récompenser étaient-ils eux-mêmes des « inventeurs » ? Et faut-il, comme M. Georges Hoog, faire naître le catholicisme social français en 1871 ?

Ce n'était pas à coup sûr l'avis des pionniers cités par M. H. Guitton ! M. Jules Arthur nous en donne la raison dans le préambule de l'allocution qu'il prononça, le 7 juin 1949, à la réunion des Camériers Secrets et d'Honneur de S.S. Pie XII, sous la présidence de S. Exc. Mgr. Roncalli, nonce pontifical : « ... Mais, dès l'abord, c'est un hommage de gratitude qu'il me faut rendre à la mémoire du comte Albert de Mun, qui, avec Mgr. Dulong de Rosnay et La Tour du Pin, indiqua au jeune étudiant que j'étais, toute l'actualité de la question sociale. Le grand orateur catholique m'a souvent précisé que sa vocation des Cercles ouvriers, il la devait à la lettre publique de M. le Comte de Chambord aux ouvriers (20 avril 1865), vraiment prophétique par sa définition même des *institutions* qui pouvaient servir d'assises aux principes que devait, vingt-cinq ans plus tard, formuler le Pape Léon XIII dans son encyclique fondamentale *Rerum Novarum* (15 mai 1891).

« Le Comte de Mun ajoutait aussi les sentiments de reconnaissance qu'il gardait aux *Instructions Syndicales* du Cardinal Pie, qui devait présider en 1872 l'un des premiers Congrès des Associations Catholiques Ouvrières, et qui s'inspiraient d'une lettre du Pape Pie IX sur la question ouvrière... »

Ainsi, voyons-nous s'ébaucher, à côté de la tradition charitable de l'Eglise, une filiation politique de l'esprit social en France. Il n'y a là rien que de naturel. Comment la Royauté Très Chrétienne eût-elle pu, dans ce domaine profondément humain, s'écarter des vues du catholicisme ?

Ce n'est pas une simple rencontre qui a fait du prévôt des marchands de Saint-Louis le législateur des corporations.

Oh ! nous voyons d'ici se lever bien des épaules de chrétiens « évolués » à ce mot de *corporation*. C'est pourtant celui dont se sont servis les Souverains Pontifes pour désigner des organisations professionnelles qui ne soient pas de ruineuses associations de combat, mais bien des groupements ordonnés en vue de l'intérêt commun de la profession.

Mais nos jeunes démocrates-chrétiens ont-ils jamais su ce qu'étaient les corporations, et dans quelle atmosphère de fraternité religieuse elles maintenaient le monde du travail ?

Rouvrons pour eux le tome I de l'*Histoire de la Révolution française* de Louis Blanc à la page 478, pour y lire le tableau que ce vieux Jacobin de 1848 trace des corporations :

« ...la fraternité fut le sentiment qui présida dans l'origine à la formation des communautés de marchands et d'artisans constituées sous le règne de Saint-Louis. Car, dans le Moyen-Age, qu'animait le souffle du christianisme, mœurs, coutumes, institutions, tout était coloré de la même teinte ; et, parmi tant de pratiques bizarres ou naïves, beaucoup avaient une signification précise.

« Lorsque, rassemblant les plus anciens de chaque métier, Etienne Boileau fit écrire sur un registre les vieux usages des corporations, le style même se ressentit de l'influence dominante de l'esprit chrétien ; souvent la compassion pour le pauvre, la sollicitude pour les deshérités de ce monde se font jour à travers la concise rédaction des règlements de l'antique jurande : « Quand les maîtres et jurés boulangers, y est-il dit, iront par la ville accompagnés d'un sergent du Châtelet, ils s'arrêteront aux fenêtres où est exposé le pain, et si le pain n'est pas suffisant, la fournée peut être enlevée par le maître. » Mais le pauvre n'est pas oublié, et « les pains qu'on trouve trop petits, li juré feront donner par Dieu le pain ».

« Et, si, en pénétrant au sein des jurandes, on y reconnaît l'empreinte du christianisme, ce n'est pas seulement parce qu'on les voit dans les cérémonies publiques promener solennellement leurs dévotes bannières et marcher sous l'invocation des saints du Paradis. Ces formes religieuses cachaient les sentiments que fait naître l'unité des croyances. Une passion qui

n'est plus aujourd'hui ni dans les mœurs ni dans les choses publiques, rapprochait alors les conditions et les hommes, la charité. L'Eglise était le centre de tout. Autour d'elle, à son ombre, s'asseyait l'enfance des industries. Elle marquait l'heure du travail, elle donnait le signal du repos. Quand la cloche de Notre-Dame ou de Saint-Merry avait sonné l'heure de l'*Angelus*, les métiers cessaient de battre, l'ouvrage était suspendu, et la cité, de bonne heure endormie, attendait le lendemain que le timbre de l'abbaye prochaine annonçât le commencement des travaux du jour.

« Mêlées à la religion, les corporations du moyen-âge y avaient puisé l'amour des choses religieuses... mais protéger les faibles était une des préoccupations les plus chères au législateur chrétien. Il recommande la probité au mesureur ; il défend au tavernier de hausser jamais le prix du vin, comme boisson du menu peuple ; il veut que les denrées se montrent en plein marché ; qu'elles soient bonnes et loyales, et. afin que le pauvre puisse avoir sa vie au meilleur prix, les marchands n'auront qu'après tous les autres habitants de la cité, la permission d'acheter des vivres.

« Ainsi l'esprit de charité avait pénétré au fond de cette société naïve quand le Prévôt des marchands rendait la justice. Sans doute on ne connaissait pas encore cette fébrile ardeur du gain qui enfante quelquefois des prodiges et l'industrie n'avait pas cet état, cette puissance qui aujourd'hui éblouissent ; mais, du moins, la vie du travailleur n'était point troublée par d'amères jalousies, par le besoin de haïr son semblable, par l'impitoyable désir de le ruiner en le dépassant. Quelle union touchante. au contraire, entre les artisans d'une même industrie ! Loin de se fuir, ils se rapprochaient l'un de l'autre pour se donner des encouragements réciproques et se rendre de mutuels services. Les bouchers étaient au pied de la tour Saint-Jacques ; la rue de la Mortellerie rassemblait les maçons ; la corporation des tisserands donnait son nom à la rue de la Tixeranderie qu'ils habitaient ; les changeurs étaient rangés sur le pont au Change, et les teinturiers sur le bord du fleuve. Or, grâce au principe d'association, le voisinage éveillait une rivalité sans haine. L'exemple des ouvriers diligents et habiles engendrait le stimulant du point d'honneur. Les artisans se faisaient en quelque sorte une fraternelle concurrence... »

Tout au long de la vieille monarchie, les rois de France ne cessèrent de rester fidèles à l'esprit corporatif.

A la veille de la Révolution — qui, au nom des droits de l'*individu*, allait détruire toutes les institutions qui le proté-

geaient ! — le libéral Turgot pourra bien édicter au printemps de 1776 l'abolition des jurandes et maîtrises ; la même année, Louis XVI ressuscitait cent-quarante-quatre corporations, en justifiant ce rétablissement par ces motifs : « En faisant cette création, nous voulons donner aux ouvriers un moyen de défense, nous voulons qu'ils puissent jouir en commun de leur intelligence, qui est le bien le plus précieux de l'homme ».

Après un quart de siècle de Terreur sanglante et de guerres napoléoniennes épuisantes, la Restauration doit se préoccuper de relever bien des ruines matérielles. Il y a un ordre d'urgence dans son programme de redressement national, et les doctrines doivent céder le pas à de pressantes réalités. Mais le vicomte Alban de Villeneuve-Bargemont, devancier de tous les catholiques sociaux du XIX[e] siècle, nous apporte son témoignage que Charles X et ses ministres n'étaient point si bornés et si rétrogrades qu'on les a dépeints.

Devenu député du Nord sous la monarchie de juillet, Villeneuve-Bargemont, dans la séance du 22 décembre 1840, intervint dans la discussion générale du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures et rappela qu'il avait eu l'occasion, en 1828, alors qu'il était préfet de Lille, d'étudier de près la situation et les besoins des classes manufacturières. « J'avais, dit-il, cherché à provoquer quelques essais de réforme générale auprès du gouvernement de la Restauration, et j'avais proposé, à l'égard des enfants livrés aux travaux des fabriques, des mesures analogues à celles qui nous sont aujourd'hui soumises. Je n'avais pas eu de peine à exciter sur cet objet de généreuses et royales sympathies. Un ministre qui honora son pays et cette tribune par son éloquence si douce et si loyale, M. de Martignac, avait compris toute l'importance des grandes questions qui se trouvaient ainsi soulevées. On s'en occupait avec zèle, quand les événements politiques les firent ajourner. »

Il était tout naturel que le petit-fils de Charles X, Mgr le Comte de Chambord, soit resté fidèle, sur ce point comme sur les autres, à la tradition capétienne, et celui qui fut Henri V n'attendit pas l'année 1865 pour manifester publiquement son souci du sort des travailleurs. Il n'a que vingt-quatre ans lorsqu'il écrit le 11 octobre 1844 au vicomte du Bouchage, membre de la Chambre des Pairs : « Monsieur le vicomte, je profite d'une occasion sûre pour vous remercier des deux mémoires que vous m'avez envoyés. Je les ai lus avec d'autant plus d'intérêt et d'attention que je m'occupe moi-même de ces graves et importantes questions qui doivent exercer dans l'avenir une si grande influence sur la destinée des nations. Je regarde comme un devoir d'étudier dès à présent tout ce qui se ratta-

che à l'organisation du travail et à l'amélioration du sort des classes laborieuses. » Il a 35 ans lorsqu'il écrit, le 13 janvier 1855, à un autre correspondant : « ... Quant aux associations ouvrières, elles ont pris depuis plusieurs années un développement qui n'a point échappé à mon attention. En se formant dans des idées d'ordre, de moralité, d'assistance mutuelle, en régularisant leur existence sous l'autorité tutélaire des lois, et en évitant, avec les abus du monopole qui, à une autre époque, amenèrent la suppression des anciens corps de métiers, tout ce qui pourrait en faire des instruments de troubles et de révolutions, ces associations constitueront de plus en plus des intérêts collectifs sérieux qui auront naturellement droit à être représentés et entendus pour pouvoir être suffisamment protégés... »

Lorsqu'il écrit, le 20 avril 1865, cette *Lettre publique sur les ouvriers* qui fit si grande et si féconde impression sur l'esprit d'un La Tour du Pin et d'un Albert de Mun, le Comte de Chambord a atteint la plénitude de l'âge mûr, et cet important document a le ton des réflexions longuement méditées.

A travers les lignes de ce message, nous voyons en filigrane les innombrables œuvres de charité et d'assistance créées à cette époque sous l'impulsion inlassable d'Armand de Melun, les réalisations philantropiques de patrons généreux, mais aussi toute la législation qui doit protéger l'ouvrier contre l'industrialisme, et cette représentation politique de la profession dont nous ne connaissons que l'ébauche ou, plutôt, la caricature. Guitton a bien raison de citer Léon Harmel, La Tour du Pin et Albert de Mun parmi les catholiques dont les travaux poussèrent à la publication de *Rerum novarum*, mais il faut pleinement éclairer ces figures. Elles ne sont pas seulement, à cette époque, celles de chrétiens fervents, voulant « instaurer toutes choses dans le Christ », comme le recommandera plus tard Saint Pie X ; elles sont aussi celles de royalistes déclarés, tout heureux de trouver dans leur Roi, exilé à Frohsdorf, un conseiller et un guide.

Léon Harmel, comme de Mun, se ralliera plus tard à la République, mais il était alors aussi légitimiste que ses amis. Le 26 juillet 1880, il écrivait à La Tour du Pin : « Si tous les catholiques travaillaient à moraliser, à christianiser autour d'eux ; s'ils cherchaient à s'attacher les populations par des institutions fécondes, ils formeraient un peuple chrétien, et le *Roi* rentrerait sans avoir besoin de l'appui des journaux ni des escamoteurs qui rendront son gouvernement impossible ». Et, lorsque, après le Congrès d'Autun, en 1882, La Tour du Pin annonça à Léon Harmel que son rapport a été envoyé à Frohs-

dorf et entièrement approuvé, le *Bon Père* écrira à son ami : « Enfin ! Comme je suis heureux d'avoir trouvé le joint de mettre ma tête en accord avec mon cœur ! » Car, si son cœur est au milieu de ses ouvriers du Val-des-Bois, sa tête réclame alors Henri V sur le trône de France.

Pour Albert de Mun, c'est à lui que le Comte de Chambord écrit le 20 novembre 1878 : « ... Auprès de ces classes laborieuses, objet constant de mes préoccupations, auprès de ces chers ouvriers, entourés de tant de flatteurs et de si peu d'amis vrais, vous pouvez mieux que tout autre me servir d'interprète... Qu'ils sachent bien que, moi, je les aime trop pour les flatter ; et, pour tout dire en un mot, répétez-leur sans cesse qu'il faut pour que la France soit sauvée, que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en roi ».

La Tour du Pin, lui, mourra en 1924 nonagénaire et toujours royaliste, s'étant rappelé toute sa vie la railleuse apostrophe que lui adressait le comte Andrassy, chancelier de l'Empire austro-hongrois, au camp de Brück, devant tout l'état-major de l'Empereur François-Joseph : « Mon cher comte, nous sommes ici rien qu'entre soldats, car je viens de remettre mon portefeuille aux mains de Sa Majesté. Souffrez donc que je vous dise que c'est par trop ridicule, quand on a l'honneur d'avoir été la plus ancienne monarchie de l'Europe, d'être en république ».

Henri V est emporté par la maladie en 1883. Mais, en France, *le roi ne meurt pas !* Et ce sont La Tour du Pin et Albert de Mun qui, à Göritz, le jour même des funérailles de leur Prince, prennent l'initiative de l'adresse qu'au nom de tous les royalistes, et en sa qualité de représentant le plus en vue de la pairie, M. le duc de La Rochefoucauld-Doudeauville enverra au Comte de Paris pour saluer en sa personne l'héritier du trône, *de par le droit monarchique français.*

Héritier légitime du trône, héritier par conséquent de ses traditions et de ses devoirs, Mgr le Comte de Paris, qui prend le nom de Philippe VII, ne peut manquer de se préoccuper des problèmes que la loi de 1884 sur les syndicats met alors au premier plan. Son exil lui a permis d'étudier de près l'organisation anglaise. Il a publié notamment des études sur *Les Trade Unions, La condition des ouvriers en Angleterre, Les Boards of schools*. Lorsque le gouvernement de la IIIe République, au lendemain du mariage de la Princesse Amélie avec l'héritier du Portugal à Matignon, le bannira une seconde fois, l'esprit méthodique et consciencieux du Comte de Paris continuera à marquer sa prédilection pour les questions sociales.

D'Ems, il écrira, le 8 juin 1888, à M. Claudio Jannet : « J'ai lu avec grand intérêt l'article que vous avez publié dans le *Correspondant* sur les assurances contre les accidents, la maladie et la vieillesse. La loi en discussion devant la Chambre donne à cette étude une importance particulière. Nos amis, en prenant à cette discussion une part plus large et brillante, montrent combien est grande et sincère la sollicitude des conservateurs, des catholiques, pour l'amélioration du sort des ouvriers ».

La même année, son bureau politique publiera une brochure intitulée *Le Comte de Paris et les questions ouvrières*. Quelques citations permettront de révéler la pensée du Prince sur les limites du dirigisme en matière sociale, sur le salaire vital, sur la durée du travail et sur les commissions d'arbitrage.

« Si, d'une part, il faut repousser les funestes théories de ceux qui prétendent demander à l'Etat un remède universel pour toutes les souffrances sociales et ne tendent qu'à établir, sous ce prétexte, le plus intolérable despotisme, c'est, d'autre part, un devoir pour tous ceux qui combattent ces dangereux sophismes au nom de la liberté et de la civilisation, de rechercher par quels moyens légaux l'amélioration morale et matérielle du sort de ceux de leurs concitoyens qui sont voués, par leur naissance ou par quelque autre hasard de la destinée, au travail manuel, peut être obtenue. »

« ... C'est un axiome que rien n'est plus cher que la main-d'œuvre à bon marché... Tout prouve que la tenue, la bonne conduite et la modération des ouvriers sont en rapport direct avec la rétribution qu'ils obtiennent pour leur travail. »

« ... Il est des questions, telles que la protection des faibles contre l'excès du travail, qui, dans toute société bien organisée, doivent appeler l'attention constante du pouvoir législatif... »

« La fréquence même des grèves a fait essayer souvent le système de d'arbitrage, et, lorsqu'il a été pratiqué avec discernement, il a donné les plus heureux résultats... »

Au Comte de Paris succède en 1894 son fils, le duc d'Orléans, Philippe VIII. Tous ceux qui ont approché ce Prince Charmant ont gardé le vif regret de ce qu'aurait pu être son règne. Philippe VIII n'était pas seulement séduisant par son clair visage, par sa solide et souple prestance, par la gentillesse de son accueil ; il ajoutait à ces dons extérieurs la noblesse de cœur et la finesse d'esprit. Cet arrière-petit-fils de Louis-Philippe était légitimiste en diable. Pas plus que le Comte de Chambord, il n'eût accepté d'être un roi « ficelé comme un saucisson » sur

le trône d'une démocratie couronnée. Comme tous les souverains de France, il tenait que le Roi doit être le protecteur de son peuple au-dedans aussi bien qu'au-dehors. Sa doctrine sociale était conforme à celle de La Tour du Pin, théoricien incontesté du catholicisme social.

Et, pour bien prouver qu'il entendait être l'héritier de toute la tradition royale française, il tint en 1908 à faire éditer, sous ce titre d'une simplicité significative : *La Monarchie Française*, les textes du Comte de Chambord, du Comte de Paris et de lui-même, se rapportant à l'organisation économique et sociale de la France telle qu'ils la voulaient ou l'avaient voulue. Le recueil va ainsi de la Lettre aux ouvriers, écrite par Henri V en 1865, au discours prononcé à San Remo, le 22 février 1899, par Philippe VIII. Et, dans la préface que celui-ci tint à donner de sa main à cette anthologie politique, il résumait en ces termes précis sa position personnelle devant les problèmes sociaux :

« La monarchie favorisera de tout son pouvoir l'accession de l'ouvrier à la propriété, soit qu'il l'acquière à titre personnel, légitime récompense de son labeur, soit qu'il en jouisse comme membre de ces syndicats auxquels notre législation mesure si jalousement le droit de posséder.

Que l'on envisage enfin ces délicats problèmes de la fixation des heures de travail, de l'assurance, des retraites ouvrières, de l'assistance aux vieillards, l'Etat (monarchique) ne demande plus les ressources nécessaires au système de l'obligation, mais à celui de la « liberté aidée ». Les associations professionnelles, bénéficiant désormais d'une complète personnalité civile, astreintes seulement à la publication de leurs statuts et coutumes (lesquels feront loi dans tout ce qui ne lèsera pas l'ordre public), contribueront puissamment à la solution de ces difficultés. »

Le duc d'Orléans s'éteignait en 1924, cent quatre ans après la naissance du duc de Bordeaux — devenu en exil le Comte de Chambord. Ainsi les trois héritiers de la Maison de France dont le règne eût pu assurer à notre pays plus d'un siècle de continuité politique, au lieu et place des quinze chefs d'Etat d'étiquettes diverses qui se sont succédés pendant le même laps de temps à la tête de nos destinées, auraient eu la même politique sociale : la profession organisée par ses propres membres, les intérêts des métiers représentés auprès du pouvoir politique, l'assistance sociale assurée par le patrimoine corporatif, la loi n'intervenant que pour assurer la protection du faible contre les abus, le Prince arbitre suprême des conflits

sociaux en sa qualité de responsable-né du bien commun. Et, pendant cette même période, cette politique se serait trouvée en naturelle harmonie avec les enseignements solennels de quatre Souverains Pontifes successifs : Pie IX, Léon XIII, Saint Pie X et Pie XI.

C'est à cette action doctrinale nécessairement concordante que Maurras rendait hommage lorsque, à propos de panacées révolutionnaires proposées par des charlatans de tout poil et de toute robe depuis plus d'un siècle, il écrivait : « Je n'ai vu de directions pratiques et claires que dans les doctrines contre-révolutionnaires des Rois de France et des Papes de Rome... Là, au lieu d'entrechoquer les hommes, on les mettait d'accord, on coordonnait leurs fonctions ».

Xavier VALLAT.

M. BRASPART.

CARNET DE ROUTE d'un nationaliste français

(Suite)

Dès lors Paris n'est plus la capitale d'un nationalisme parmi d'autres, plus vétuste, moins agressif que d'autres. Cette ville, notre ville est la cible de la Révolution, son terme, et le nationalisme français devient le lieu géométrique d'une résistance, de la dernière résistance à la Révolution mondiale. Dès lors nous n'assistons pas comme on voudrait nous le faire croire à un débat universel des nationalismes arbitré par l'O.N.U. où siègerait la conscience universelle, nous sommes d'ores et déjà, et depuis longtemps en guerre, ni froide ni chaude, mais en guerre révolutionnaire. Dès lors le lâchage du Mali est un crime. Dès lors Alger est le verrou *vital.*

C'est également cette perspective révolutionnaire, que nous n'avons pas choisie, qui nous est imposée par l'adversaire, qui est soigneusement camouflée aux Français par leur presse et par leurs chefs (et la douceur de vivre en France favorise ce camouflage) qui périme déjà les fameuses *Mémoires* du Général De Gaulle, qui fait de sa personne le très falot complice d'un chapitre de l'Histoire, qui nous oblige à considérer ce régime, de toutes manières, comme très éphémère, et qui nous commande d'aborder et de préparer un très proche avenir avec un

langage neuf, des solutions neuves, des exigences neuves, enfin débarrassés de nos amertumes, de nos rancœurs, de nos vieilles haines, parfois hélas justes, de nos querelles sottes.

Le 21 décembre 1959 un banquier parisien a cru bon de fêter également son 60e anniversaire en conviant ses amis et parents à souper dans des costumes «1900 ». Cette classe, cette société se blottit sous son aile et rêve à l'âge d'or. Ses hauts de forme et ses moustaches, ses monocles et ses breloques, ne sont plus que les jouets de vieux enfants gâteux. Ce n'est plus ce visage là, cette face de carême de l'Occident, que nous défendons. Ils sont condamnés et le savent, s'ils refusent de se le dire condamnés par nos adversaires et par nous.

Quand la Révolution sera vaincue, si elle l'est ce qu'à Dieu plaise, l'avenir aura un autre regard. A la faveur des années équivoques et rudes que nous vivons, le nationalisme français aura au moins levé l'hypothèque de sa longue soumission à une classe. Il appartient enfin à la Patrie, à tous ses fils, à son peuple.

Déjà, ce Régime est moribond. Déjà, ses héritiers se bousculent. Certains essaient de jeter un coup d'œil sur le testament. Il y a peut-être plusieurs testaments, rouerie d'outre-tombe d'un système politique qui aura davantage pratiqué la finasserie que les gouvernements radicaux de la IIIe République et qui aura fait du mensonge une arme permanente du pouvoir. Jamais, on n'aura autant menti : aux musulmans, aux Européens d'Algérie, à l'Armée, aux paysans, aux masses ouvrières, aux étudiants, aux lycéens même... On assure l'Armée que la « pacification » se poursuivra, en Algérie, jusqu'à la victoire et on assure la S.F.I.O. que l'Algérie sera « algérienne ». Si l'Algérie doit être « algérienne », pourquoi depuis cinq ans, tant de morts, tant de fatigues, de sacrifices et d'efforts ? Les mensonges contradictoires, utilisés de manière permanente ne tardent pas à se neutraliser :

l'unique justification du mensonge politique, qui est l'efficacité, disparaît du même coup. Nous sommes loin de Machiavel. Pour reprendre, parmi d'autres, l'exemple algérien l'Armée et la S.F.I.O. se savent trompées en même temps. Au bénéfice de qui ? du Pouvoir et du Régime sans doute, de la Nation sûrement pas. Les graves et menançantes difficultés que comporte la situation politique française ne seront pas résolues, elles seront seulement compliquées par les malentendus et les quiproquos, parfois tragiques, souvent comiques, que le Pouvoir invente, au jour le jour, pour « durer ». Il biaise, il reporte des traites, il triche avec les mots et avec les réalités. Au bout du compte, il faudra tout de même faire le bilan.

Entre la paix négociée et la poursuite de la victoire, le Pouvoir ne pourra pas toujours tergiverser. A quelle que solution qu'il finisse (lui ou les autres Pouvoirs) par se ranger, du temps aura été perdu sans recours. Si son dessein est d'en venir à la négociation, il lui sera toujours reproché de n'avoir pas imposé, ou accepté, cette négociation plus tôt. S'il penche pour une solution militaire, il lui sera également reproché de ne pas l'avoir favorisée, et même de l'avoir contrariée par ses hésitations et ses manœuvres. Bref, dans un cas comme dans l'autre, la Nation perd à ses exercices d'équilibre. M. Raymond Aron l'a démontré, dans *Preuves*, avec lucidité et courage.

De même, il ne sera pas toujours possible d'hésiter entre le pacifisme russe et les exigences militaires de l'O.T.A.N. Hésiter peut permettre de ne contrarier personne en ne satisfaisant personne. Malheureusement, cette école de marivaudage ne pourra même pas passer longtemps pour une école d'indépendance d'esprit. Les difficultés provoquées par la mise au point du voyage de Monsieur K en France sont les plus récentes illustrations de cette évidence. Le Pouvoir veut et ne veut pas. Il

veut inviter Monsieur K, lui ouvrir les routes de France, mais il parait reculer devant les conséquences de ce voyage, telles que le Parti Communiste (et Monsieur K, lui-même) entendent les tirer — on peut l'accuser de légèreté — s'il offre à Monsieur K une tournée de propagande sans précédent en Occident, il doit rompre avec l'O.T.A.N., proclamer le renversement des alliances, accepter la collaboration effective du P.C. Mais non, il rechigne. Il vexe Monsieur K, il déçoit les troupes du P.C. Pour autant, il ne parait pas plus « national » aux nationaux.

Il n'est plus possible d'interpréter chaque matin les humeurs du Pouvoir, comme on consulte son baromètre, pour savoir si on prend son parapluie ou non. Que M. Guy Mollet un jour, fasse grise mine ne peut pas suffire à contenter, ou a rassurer, ceux des Français qui ont d'autres objectifs politiques et moraux que les S.F.I.O. Ce serait avoir bien courte vue que de nous réjouir de tout de ce qui inquiète ou déçoit nos adversaires. Le Pouvoir nous encourage dans cette pratique de la courte-vue : c'est ainsi qu'il espère nous tromper. Mais l'occasion nous est donnée, et elle est bonne à prendre, de nous sentir solidaires de tous les Français, frustrés dans leurs droits, seraient-ils de nos contradicteurs. C'est l'unité de la Nation qu'il faut sauvegarder qui nous importe plus que la *durée* d'un Pouvoir, nécessairement temporaire.

D'ailleurs, c'est bien aux réalités françaises, géographiques ou professionnelles, que le Pouvoir est confronté, ce n'est pas aux Partis, ce n'est pas aux « divisions » françaises. Le raidissement d'Alger ne provient pas du fait qu'Alger serait « *de droite* » mais du fait qu'Alger est Alger et joue ni plus ni moins que sa peau. C'est affaire de *situation* plus que de *convictions* ou de préjugés. De même, le mécontentement paysan ne peut être vraiment revendiqué ni par la *droite* ni par la *gauche*. Là encore, la *situation* du monde paysan est la réalité

première. C'est dans son existence même que le monde paysan français se sent menacé. Il se déclarera provisoirement de gauche ou de droite selon la virulence et l'appartenance politique de ceux qui voudront bien parler en sa faveur.

Paradoxalement, la Nation est occupée à reprendre conscience de ses intérêts, de sa substance, de ce qui fait sa vie de tous les jours, en même temps que le Pouvoir, entraîné par ses mensonges, est entraîné à nier et à piétiner ces mêmes intérêts, et ces mêmes réalités. Ainsi, c'est au Pouvoir seul qu'incombe la responsabilité ou la solidarité *de fait* qui s'est établie entre les événements d'Alger et ceux d'Amiens.

Elle nait donc, mais à sa manière, et d'une manière que ces stratèges ne prévoyaient pas. Qu'elle naisse, c'est déjà beaucoup. Même contre lui. Il faudra ne pas oublier de porter ce bienfait à son bilan, au jour prochain des comptes.

Nous ne nous sommes pas tellement éloigné de nos réflexions sur les chances et les équivoques du nationalisme français. Dans le temps qui est, sa seule chance est de lever l'équivoque du Régime, pour le plus grand bien de la Nation.

M. BRASPART.

P. SERANT.

Lettre à Paul Vandromme

Mon cher Vandromme,

VOUS devinez avec quel plaisir j'ai lu votre article sur *Le mal du siècle* (1). Je n'ai pas besoin de vous exprimer mon accord avec votre condamnation de la mauvaise attitude romantique : celle qui consiste à « se découvrir un alibi en maudissant son siècle ». Ni de vous dire que je préfère, moi aussi, la définition de l'absurde d'Antoine Blondin à toutes les définitions inspirées par le pédantisme philosophique. Bref, j'approuve entièrement votre défense de la probité intellectuelle et du bon goût.

Je voudrais pourtant vous dire mon propre sentiment sur certains problèmes qui me paraissent des problèmes de notre temps, et non des temps précédents. Vous avez raison, certes, de dire que la condamnation de l'univers par l'individu est aussi ridicule hier qu'aujourd'hui. Vous avez raison de rappeler que la douceur de vivre est toujours possible, et qu'il nous appartient d'en découvrir le secret. Mais ce qui demeure doit-il nous masquer ce qui change ? Sous prétexte de sauvegarder certaines valeurs, devons-nous ignorer que ces valeurs sont en péril de mort ?

(1) Cf. *Défense de l'Occident*, février 1960.

Je sais mon cher Vandromme, tout ce qu'on peut invoquer contre la critique pessimiste du « monde moderne ». On peut dire que la cruauté, la souffrance, la terreur sont des maux aussi anciens que l'humanité depuis la Chute ; que de tous temps, ou presque, les hommes ont apporté beaucoup de zèle à s'entre-égorger ; qu'il est donc ridicule de parler d'Auschwitz, de Katyn, de l'épuration d'après-guerre et d'Hiroshima comme s'il n'y avait pas eu la Commune, la Terreur, les guerres de religion et l'Inquisition. On peut dire aussi que les désordres sociaux actuels se sont produits dans toutes les époques de crise et de transition, et que, puisque nous vivons l'une de ces époques après tant et tant d'autres, il n'y a pas lieu de crier à l'Apocalypse. Il y a, dans de telles remarques je vous l'accorde, quelque chose de vrai ; mais ce quelque chose ne suffit pas, à mon avis, à rendre compte de la situation du monde actuel dans son ensemble.

Ce qui me paraît nouveau, dans les temps que nous vivons, ce ne sont certes pas le désordre, le malheur ou la cruauté. C'est l'extraordinaire contraste entre ce désordre, ce malheur, cette cruauté portés à un degré jamais atteint (ne serait-ce qu'en raison de l'augmentation foudroyante de la population du globe) et la prétention qu'affiche l'homme moderne de « se libérer », de « dominer le cosmos », etc. Voilà, je vous l'avoue, ce qui me semble assez terrifiant : que nous ayons à notre disposition tant de moyens pour mettre fin aux maux qui désolent l'humanité, et que ces maux soient plus aigus, plus profonds qu'ils ne l'ont jamais été. En cela, nos problèmes me semblent tout de même assez différents des problèmes des siècles précédents. Et c'est à ce propos qu'on a le droit, sans tomber dans l'emphase ou l'outrecuidance, de parler d'une *absurdité moderne.*

Au moment où je vous écris, on prépare activement le séjour en France de M. Khrouchtchev. Qu'un gouvernement se mette en frais pour recevoir un chef de gouver-

nement étranger qu'il considère comme un tyran, voilà qui, en soi, n'est pas nouveau. Il y a toujours eu une diplomatie, les peuples ont toujours su que les propos aimables échangés par les grands n'étaient pas à prendre au pied de la lettre, que les plus brillantes réceptions de cour dissimulaient souvent de profondes hostilités. Mais ce qui me paraît tout de même nouveau, c'est que cette réception puisse « coexister » avec les condamnations solennelles que nos gouvernants ont porté en maintes occasions contre la tyrannie soviétique. C'est que le peuple de France soit convié à recevoir dignement un homme dont on lui a largement expliqué, notamment au moment de la révolution hongroise, qu'il se mettait au ban de l'humanité civilisée. Il y a, dans ce peuple de France, des gens qui ont pris au sérieux les condamnations en question. Que vont-ils penser ? Que les propos des gouvernants n'ont décidément aucune valeur, aucune importance ? Ils le pensent depuis longtemps, me direz-vous. Je crois que cette aggravation de leur scepticisme n'arrangera rien. Et que ces gens simples auront le droit de désespérer un peu plus, sans être pour autant ridicules.

Je n'emploierai pas à ce propos le vocabulaire dont les démocraties font si volontiers usage — je ne dirai pas que notre gouvernement « se déshonore » en recevant « le bourreau de Budapest ». Il est possible — je n'en suis pas sûr, mais enfin il est possible que cette réception ait quelque utilité politique. Mais s'il en est ainsi, l'écart entre ce que nous pensons et ce que nous sommes obligés de faire a quelque chose d'effrayant. Nous pensons que le régime communiste bafoue les libertés essentielles, et nous sommes obligés de faire bon visage au plus éminent représentant de ce régime. Et cela, après avoir condamné en mille occasions Munich et « l'esprit munichois ».

Il est impossible que cette situation ne soit pas ressentie comme absurde par un certain nombre de gens. Car

cela va beaucoup plus loin qu'un renversement d'alliances, par exemple : nous désavouons *pratiquement* une morale qui, *théoriquement*, reste nôtre (1).

Il y a plus grave encore. Il y a cette guerre à laquelle on ne donne pas le nom de guerre, cette guerre qu'on appelle pacification, et que l'on poursuit tout en la déclarant « stérile », afin paraît-il, de donner la parole à ceux qui seront vaincus, s'ils le sont. Que peuvent penser nos combattants ? Et que peuvent penser les rebelles ? Pour eux, cette guerre qui n'en est pas une en est tout de même une : ils luttent et ils meurent. Ne croyez-vous pas que cette situation est plus étrange que celle des guerres classiques, plus susceptible de susciter le sentiment de l'absurde ?

Je viens de prendre des exemples d'ordre politique. On n'a, dans ce domaine, que l'embarras du choix, c'est presque trop facile. Et l'absurdité du monde moderne n'est certes pas seulement dans la contradiction entre les idéologies politiques et les faits. Elle est plus profonde, elle est liée à l'impuissance où nous sommes de contrôler les forces que nous avons « libérées » : je ne songe plus ici aux forces politiques, mais aux forces naturelles ; je songe à ce foudroyant progrès scientifique et technique, dont les conséquences ne sont encore que partiellement catastrophiques, mais peuvent, d'un jour à l'autre, le devenir totalement.

Vous plaidez avec raison, mon cher Vandromme, la cause de la « douceur de vivre ». Je suis dans votre camp, vous le savez bien. Mais il faut admettre que cette douceur de vivre devient chaque jour de plus en plus difficile à connaître. Par un processus effrayant d'organisation — ou de désorganisation — tout est mis en œuvre pour que l'être humain soit privé, non point seulement des formes

---

(1) Nous sommes notamment obligés de déporter en Corse des gens que nous avons proclamé des *héros* pour qu'un homme que nous avons appelé *assassin* puisse se sentir chez nous en toute sécurité !

les plus hautes de la contemplation, mais du pur et simple repos. De plus en plus, l'existence des individus, quelque soit leur condition sociale ou leur vocation, est une existence harassante. Nous sommes pris dans un tourbillon de difficultés grotesques, nous nous heurtons à des contraintes imbéciles, sans rien pouvoir là contre : la civilisation de masse est ce qu'elle est, nous y sommes, c'est tout. On m'opposera des statistiques, on me montrera l'augmentation générale de la consommation et du « niveau de vie ». Sur ces faits, je n'aurai rien à répondre. Mais je suis bien obligé de constater aussi le phénomène général de fatigue, de nervosité, d'instabilité, de tension, bref, de déséquilibre qui caractérise notre société moderne. Là aussi, les statistiques seraient intéressantes à consulter, notamment en ce qui concerne les changements de résidence et de situation, les divorces, les désordres mentaux. Mais je préfère m'en tenir aux cas les plus « normaux », car ils suffisent à prouver le mal dont nous souffrons. Je n'ai pas besoin d'invoquer les Parisiens qui deviennent fous : il me suffit de constater que les Parisiens sains d'esprit n'en peuvent plus de manger des aliments frelatés, de ne pas savoir où garer leur voiture, de vivre dans un appartement trop étroit ou trop bruyant, etc... et de retrouver, lorsqu'ils partent en vacances, les mêmes conditions de vie. Et sans doute parmi ces victimes du monde moderne, il y a des sages qui savent réserver à l'art, à la réflexion, à l'amitié, à l'amour, les heures indispensables. On doit les admirer, on doit aussi faire preuve de quelque indulgence envers ceux qui n'ont pas leur sagesse.

Nous pourrions prendre notre mal en patience, si nous pouvions nous dire qu'il s'agit là de difficultés passagères un peu comme, pendant la guerre, nous rêvions au retour de la paix. Mais le moins qu'on puisse dire est que nous devons nous attendre à connaître ces difficultés pendant très longtemps. Faisons un rêve : imaginons que

les causes de la tension internationale actuelle disparaissent, que le communisme change de visage, que les peuples sous-développés choisissent l'entente avec les peuples privilégiés. Même dans ce cas, hélas fort peu pro, bable, nos difficultés actuelles subsistent. Même dans ce cas, la vie quotidienne devient de plus en plus épuisante, la concentration urbaine, à la fois inévitable et intolérable, le développement de la production reste inférieur à celui des besoins, et les recherches pour l'utilisation de l'énergie nucléaire « à des fins pacifiques » risquent à chaque instant de provoquer une catastrophe cosmique. C'est pourquoi il est impossible de réduire l'absurdité du monde moderne aux méfaits des idéologies. L'erreur commune des idéologues, jusqu'à ces dernières années, fut précisément de penser que si les idéologies mauvaises — fascisme, communisme, libéralisme, selon les cas — étaient éliminées, le monde retrouverait l'ordre et la paix. On commence enfin à comprendre, de tous côtés, que le problème n'était pas *seulement* d'ordre idéologique. Personnellement, je ne suis pas Bardèche lorsqu'il écrit que les démocraties occidentales sont une comédie au même titre que les démocraties populaires, je crois à la démocratie occidentale comme moindre mal. Il est quand même vrai que si le communisme pousse au paroxysme le matérialisme moderne, ce matérialisme est le lot commun de l'humanité actuelle, et que les « deux blocs » tendent de plus en plus à se ressembler.

J'insistais plus haut sur les conséquences matérielles, pratiques, de la transformation du monde ; ses conséquences plus subtiles ne m'effraient pas moins, je l'avoue. Voyez, mon cher Vandromme, la pauvreté du style de vie moderne : la médiocrité des divertissements, la laideur et l'ennui des fêtes de notre société. Voyez comment la peur d'autrui pousse l'homme contemporain à ne plus s'évader que de manière anonyme : sur la route, dans une salle obscure, ou chez lui devant l'écran de la télévi-

sion. Je sais bien que cette mécanisation générale produit des réussites admirables et que le cinéma, la radio et la télévision peuvent développer le sens artistique des masses. Je n'en suis pas moins sensible à la perte de ferveur dont nous sommes victimes. On dira que cette ferveur était réservée au petit nombre des privilégiés de la fortune. C'est exact si l'on considère le dix-neuvième siècle : est-ce aussi vrai si l'on songe au temps où les notions d'artiste et d'artisan étaient pratiquement synonymes, où l'accès à tout métier passait par l'accomplissement d'un chef-d'œuvre ?

Tout ceci, mon cher Vandromme, n'a pas pour objet de défendre M. Van den Bosch. Car il est bien vain de se dire « marqués à jamais par l'absurde ». Il n'est qu'une attitude acceptable, devant l'absurde, c'est de le refuser *en soi*, pour aider ensuite à éliminer de l'ambiance où l'on vit. Mais refuser l'absurde n'est possible qu'au prix d'une lutte incessante. Voyez d'ailleurs le sort des écrivains que vous aimez, que j'aime comme vous : ne les trouvez-vous pas assez menacés ? Dans une partie du monde soumise au communisme, ils devraient renoncer à s'exprimer, c'est-à-dire à être ce qu'ils sont. Dans notre monde, ils peuvent encore s'exprimer, mais au prix de quelles difficultés ! Ils jouissent du droit à l'expression, mais comme l'exercice de ce droit est compliqué ! Ce ne sont pas seulement leurs adversaires qui les blâment, ce sont ceux qui leur veulent du bien, leurs éditeurs, les directeurs des organes où ils écrivent. On leur conseille gentiment de s'adapter, s'ils veulent continuer à se faire entendre. Vous savez ce que signifie cette adaptation. Et le plus grave est qu'il est impossible, dans cette affaire, de blâmer quiconque. On ne peut pas blâmer l'éditeur qui veut maintenir sa maison d'édition. On ne peut pas blâmer le directeur de journal qui veut maintenir ou développer le tirage de son journal. Nous sommes dans l'engrenage — un engrenage absurde.

Vous évoquez, mon cher Vandromme, l'erreur de ceux qui se laissèrent envahir par l'activisme. Vous voulez bien citer à ce propos mon personnage des *Inciviques*, qui regrette, avant de mourir, d'avoir trop peu connu sa femme, et trop connu l'agitation politique. Ce personnage est cependant infiniment au-dessus de ce type d'homme entièrement passif, que nous voyons maintenant se développer à un rythme impressionnant. Les fascistes et les antifascistes de la seconde guerre mondiale commettaient l'erreur de trop attendre de la politique ; du moins attendaient-ils quelque chose, du moins ne se résignaient-ils pas à ce qu'ils considéraient comme le désordre ou comme l'injustice. Je préfère hautement ces passionnés, ces résignés qui pullulent aujourd'hui, qu'on mobilise-
même s'ils se trompaient dans telle de leurs passions, à
rait pour n'importe quoi, à qui l'on ferait faire n'importe quoi, pour ou contre n'importe qui. Sans doute ne sont-ils pas responsables de leur atonie : celle-ci est créée par l'atmosphère actuelle, par ce fameux conditionnement des réflexes par la propagande et la publicité.

Le résultat est tout de même affligeant. Les romantiques de l'action mettaient celle-ci-trop haut, mais ils croyaient à des valeurs nobles : ce qu'ils nommaient fascisme ou communisme, c'était bien souvent le rêve d'une société qui mettrait un terme à la médiocrité du monde moderne. Ainsi, leurs appels à la violence recouvraient-ils l'aspiration à un monde harmonieux. Les résignés actuels sont en un sens plus lucides, ils ont bien vu l'échec de leurs prédécesseurs « morantiques » ; mais cette lucidité ne les conduit qu'à l'acceptation la plus passive de ce qui est. C'est une victoire de la froideur. Nous avons connu hier la cruauté des partisans déchaînés : nous risquons de connaître quelque chose de pire, la cruauté d'hommes qui ne croient et ne pensent à rien, mais obéissent à leurs instincts sous le couvert de l'obéissance à des maîtres provisoires.

De telles considérations peuvent paraître scandaleusement pessimistes. Pourtant, mon cher Vandromme, j'ai le même attachement que vous aux valeurs que vous défendez. Mais lorsque nous parlons de douceur de vivre, il faut dissiper l'équivoque. Pour beaucoup de nos contemporains, la douceur de vivre, c'est au milieu des difficultés qu'ils connaissent, de vivre à peu près sans histoires. C'est de réussir, dans le bruit général, à se fuir eux-mêmes. Ce n'est pas pour ces gens-là que vous écrivez, me direz-vous. Bien sûr. Mais si nous n'y prenons garde, si nous ne maintenons pas fermement nos meilleurs refus, nous finirons par être entraînés nous-mêmes dans ce que nous réprouvons aujourd'hui. Car nous ne sommes jamais à l'abri des tentations. L'une d'elles consiste, au nom de la volonté de vivre, du goût de la vie, à pactiser avec le désordre moderne. Il faut dire non à ce désordre, car au sein de ce désordre, ce que nous aimons ne peut pas subsister, ou du moins ne pourra pas subsister bien longtemps. Il faut essayer de mettre un terme à ce désordre. On peut le faire de plusieurs manières. Lorsque Michel Déon écrit, dans sa lettre à Guillaume Francœur, qu'il abandonne à d'autres « les vastes programmes », il entend par là, de toute évidence, défendre sa vocation contre les pièges qu'on voudrait lui tendre, et il a raison : c'est en restant pleinement le romancier qu'il est qu'il luttera le plus efficacement contre le nivellement général. Pour ceux dont la vocation concerne davantage le domaine des idées, il faut rejeter à la fois un pessimisme qui ne mène à rien et un optimisme qui ne mène qu'à l'abdication. Il faut à la fois dénoncer ce qui est et montrer qu'autre chose reste possible, malgré tout. Il faut, comme vous le rapellez si justement, mon cher Vandromme, savoir *parier* pour ce que l'on aime — mais avec la lucidité qui, seule, peut donner au pari sa pleine valeur de risque.

Paul SERANT.

P. RASSINIER.

« Le Commandant d'Auschwitz parle... »

UN DOCUMENT HISTORIQUE

ou le roman chez la portière ?

« Le Commandant d'Auschwitz parle... » a été publié en 5 langues par les soins de l'Association des déportés d'Auschwitz. Il a été abondamment distribué en Europe occidentale et particulièrement en France et en Allemagne où depuis six mois, la presse conformiste ne tarit pas d'éloges sur lui. En Allemagne, une dizaine de publications non engagées ont demandé à Paul Rassinier, auteur du MENSONGE D'ULYSSE qui vient d'y être traduit, ce qu'il pensait de ce nouveau et tardif témoignage. A chacune d'elles, Paul Rassinier a envoyé un article qui fait actuellement l'objet de débats publics importants de l'autre côté du Rhin. Etant donné le retentissement de cet article qui est une véritable mise au point historique, nous avons demandé à Paul Rassinier de bien vouoir nous en communiquer le texte et il l'a fait de très bonne grâce. On le trouvera ci-dessous.

D. O.

Dès que, les hostilités ayant à peine pris fin, l'existence des camps allemands de concentration fut révélée au monde — en même temps, d'ailleurs, qu'au peuple allemand — ce ne fut qu'un cri : on n'avait jamais vu cela et il fallait un génie aussi démoniaque que celui de l'Allemagne pour l'inventer. Personne ne remarqua sur le moment que ceux qui criaient le plus fort étaient les communistes. Et, comme les communistes ajoutaient qu'ils s'y étaient le mieux conduits, que grâce à eux beaucoup de gens voués à l'extermination avaient été sauvés d'une mort affreuse, à quelques esprits près, tout le monde leur emboîta le pas et les crut d'autant plus facilement qu'ils

avaient trouvé deux écrivains de talent sinon d'une indiscutable moralité pour les cautionner : David Rousset en France et Eugène Kogon en Allemagne.

Le temps aidant, si les choses ne rentrèrent pas tout à fait dans l'ordre normal, la vérité sortit peu à peu du puits.

Les historiens un moment étonnés par la version communiste et qui n'avaient cependant rien osé dire, les communistes étant au pouvoir dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, commencèrent à écrire que l'Allemagne n'avait pas inventé les camps de concentration, que les Anglais les avaient utilisés contre les Boers en Afrique à la fin du siècle dernier, que les Français y avaient parqué les Espagnols en 1938, que les Russes s'en servaient depuis 1927 et qu'ils y gardaient jusqu'à 20 millions de personnes, etc... Bref, *que tous les pays du monde* avaient, à une période ou à une autre de leur histoire, utilisé cette institution et que, chaque fois, on avait pu y constater les mêmes horreurs que dans les camps de concentration allemands, *quelle que soit la forme du gouvernement*.

En France et probablement dans le monde, je crois bien avoir été le premier à avancer cette thèse et cela dès 1947, c'est-à-dire dès que parurent les livres de David Rousset et d'Eugène Kogon, devant lesquels il me sembla aussitôt que garder le silence serait criminel.

A mes yeux, la manœuvre des communistes était claire : en mettant l'accent sur les camps allemands ils pensaient faire diversion et détourner l'attention du monde des 20 millions de personnes qu'ils gardaient dans leurs propres camps et auxquels ils imposaient des conditions de vie dont les témoignages aujourd'hui publiés de quelques rescapés (Margareth Buber-Neuman, notamment) ont amplement prouvé qu'elles étaient pires encore que celles que nous avions connues dans les camps allemands. En outre, cultivant l'horreur en s'appuyant sur David Rousset et Eugène Kogon, les communistes dont le thème central était « N'oubliez jamais cela » voulaient maintenir les puissances occidentales en état de division et, plus particulièrement, empêcher tout rapprochement entre la France et l'Allemagne piliers de l'union générale.

Aujourd'hui seulement, on s'aperçoit que, sur ce dernier point, ils ont atteint leur but et on commence à comprendre que leur thèse sur les camps allemands de concentration ne les a pas peu aidés. Pour ce qui est de l'horreur inhérente aux camps de concentration, *dans quelque pays et sous quelque gouvernement que ce soit,* c'est la France elle-même qui en apporte le témoignage le plus probant : en juillet 1959, alors qu'il faisait un reportage en Algérie, le journaliste français Pierre Macaigne du *Figaro* a eu l'occasion de visiter le camp de concentration de Bessombourg, où il a vu des milliers de

personnes dans le même état de santé qui était le nôtre quand nous sommes sortis des camps allemands...

Ce point étant établi, il n'est pas indifférent d'entrer dans le détail et de donner quelques exemples de « vérités » révélées par les communistes et admises hier par une opinion crédule dont on peut dire aujourd'hui qu'elles étaient des mensonges éhontés.

Car les communistes n'ont pas désarmé : la culture de l'horreur — *d'une horreur à laquelle ils ont leur bonne part puisqu'ils administraient eux-mêmes les camps allemands de concentration et y avaient la haute main sur tout* — ayant si admirablement servi leurs desseins politiques, ils essaient de l'entretenir en publiant de temps à autre ce qu'ils appellent dans un délicieux euphémisme, un témoignage. On sait, certes, que venant de l'autre côté du Rideau de fer, tous ces « témoignages » sont suspects d'avoir été fabriqués pour les besoins de la cause, mais la propagande communiste est si bien faite, ils sont traduits dans toutes les langues et si abondamment répandus en Europe occidentale, que les esprits non avertis qui sont, malgré tout le plus grand nombre, peuvent se laisser abuser et que, même si ce travail est fastidieux, il devient nécessaire de les examiner à la loupe pour mettre l'escroquerie en évidence. En 1953, nous avons eu « *S.S. Obersturmführer Dr Mengele* » par le Dr communiste Hongrois Niyzli Miklos et, aujourd'hui « *Der Kommandant von Auschwitz spricht* » qui prétend être une confession rédigée en prison par Rudolph Hoess, dans les derniers jours qui ont précédé sa pendaison, à Cracovie, le 7 avril 1947.

Ces deux « témoignages » concernent Auschwitz-Birkenau et ils ont été publiés pour prouver que la plupart des concentrationnaires et plus particulièrement les Juifs avaient été systématiquement exterminés par le moyen des chambres à gaz. Je ne suis pas fâché de les pouvoir confronter aujourd'hui, la contradiction du premier par le second confirmant au-delà de tout espoir la thèse que, sur ce sujet, je soutiens dans « *Le Mensonge d'Ulysse* ».

⁂

De 1947 à 1953, j'ai dit et redit dans la presse française qu'aucun déporté vivant ne pouvait avoir vu des chambres à gaz en action et chaque fois qu'on m'en a signalé un qui acceptait la confrontation, je l'ai pris en flagrant délit de mensonge et publiquement obligé à convenir qu'effectivement, il n'avait rien vu de ce qu'il racontait. Le dernier en date a été le curé J.-P. Renard (dont il est question dans « *le Mensonge d'Ulysse* », p. 153) qui avait réussi à faire croire à toute la France qu'il avait vu asphyxier des milliers et des milliers de

personnes à Buchenwald et à Dora où... il n'y avait pas de chambres à gaz !

Mon opinion finissant à la longue par s'imposer, on a commencé à me sortir des déportés de l'autre côté du rideau de fer avec lesquels la confrontation était, naturellement, impossible et qui, déclarant avoir assisté au supplice, le décrivaient minutieusement.

Le premier a été le docteur communiste hongrois Miklos, ancien détenu d'Auschwitz-Birkenau où il contrôlait, dit-il, le Kommando des fours crématoires et des chambres à gaz.

Celui-là croyait sans doute m'embarrasser en me parlant d'Auschwitz, camp où je n'avais pas été interné et sur lequel je n'étais moralement pas autorisé à porter témoignage. Il ignorait seulement que l'histoire étant un peu mon métier je pouvais être assez familier avec le document historique pour en accepter ou refuser l'authenticité à simple lecture. Dans son cas, ce sont les chiffres qu'il produisait qui firent éclater l'imposture : 25.000 personnes par jour pendant près de cinq années, je n'eus aucune peine à démontrer que cela faisait 45 millions et que 4 fours crématoires de chacun 15 cornues, même à 3 cadavres par cornue, avaient besoin de plus de 10 ans pour brûler tout cela.

Il en convint et m'écrivit qu'il se contentait de 2.500.000 cadavres dont tous n'étaient pas juifs et dont tous n'avaient pas péri par le moyen de la chambre à gaz.

Mais il maintenait tout le reste. Je jugeai inutile de continuer la controverse avec un tel individu.

Dans le livre que les communistes polonais (par les soins de qui il a été publié et distribué dans le monde en cinq langues) présentent comme une confession de Rudolph Hoess, Lagerkommandant d'Auschwitz de mai 1940 à novembre 1943, je lis :

« Au cours du printemps de 1942 *des centaines* d'êtres hu-
« mains ont trouvé la mort dans les chambres à gaz » (p. 178
« de l'édition française).

Des *centaines* en trois mois... Nous sommes loin des 25.000 par jour — soit 2 millions en trois mois — du communiste Miklos ! Il ne nous reste qu'à attendre le prochain « témoin » qui passera peut-être des centaines à zéro...

Le Rudolph Hoess des communistes polonais n'est d'ailleurs pas très en accord avec lui-même car, quelques pages plus loin, il écrit :

« Le chiffre maximum de gazés et d'incinérés en 24 heures
« s'est élevé un peu au-delà de 9.000 pour toutes les installa-
« tions... » (p. 236).

Enfin, un autre chiffre qu'il donne prête à méditation :

« Vers la fin de 1942 (les fours crématoires n'ayant pas en-
« core fonctionné parce que pas construits) TOUTES les fos-

« ses du camp furent nettoyées. Le nombre des cadavres qui « y avaient été enterrés s'élevait à 107.000. » (1).

De quoi on peut inférer qu'en trois années (1939-1942) il était mort 107.000 personnes à Auschwitz, soit moins de 100 par jour ! A ce rythme, nous sommes loin des 2.500.000 de Miklos pour toute la guerre, et même des 9.000 par jour !

Comment ne pas déduire de ces contradictions flagrantes qu'il s'agit là d'un document falsifié après coup et par des illettrés ?

Cette fabrication après coup se devinait d'ailleurs déjà, rien qu'à la présentation du livre : écrit au crayon et précieusement conservé dans les archives du Musée d'Auschwitz où, à moins d'être un communiste reconnu, personne ne peut aller contrôler ; portant la date de février-mars 1947, connu depuis cette date et publié seulement en 1958 ; attribué à un mort qui, de toutes façons, ne peut pas protester contre les déclarations qui portent sa signature, etc... tout cela en dit, à soi seul, trop long.

Ces contradictions chiffrées ne sont d'ailleurs pas les seules anomalies de ce témoignage, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est... singulièrement tardif.

∴

Parmi ces autres anomalies, la première qui vient à l'esprit est celle qui relève des ordres d'extermination d'origine gouvernementale.

D'un de ces ordres, j'ai déjà fait justice : celui de faire sauter tous les camps de concentration, à l'approche des troupes alliées et d'y exterminer ainsi tous leurs occupants, gardiens compris. On sait aujourd'hui que cet ordre reçu par tout le monde, brandi contre les accusés du procès de Nürnberg et abondamment commenté par les Rousset, sous-Rousset et autres Kogon n'a jamais été donné (1) et n'est qu'une invention du sinistre médecin-chef S.S. du Revier de Dora, le Dr Plazza pour s'attirer la bienveillance des alliés et sauver sa peau. (Voir « Le Mensonge d'Ulysse », p. 21).

En dépit que les intentions de ceux qui ont publié « *Der Lagerkommandant von Auschwitz spricht* » n'aient pas été de démontrer qu'il en a été de même des ordres d'extermination par les gaz, j'ai bien peur qu'en définitive ce soit ce but qu'ils aient atteint.

---

(1) Dans le livre de Hoess, il est dit que « Himmler avait personnellement donné l'ordre d'évacuer les camps dès janvier 1495 » (p. 203) et qu'en cas d'impossibilité « d'atteindre l'étape fixée, les convois devaient être remis au Volksturm des localités où ils étaient arrêtés » (p. 204).

(1) Dans ce chiffre, précise plus loin Rudolph Hoess, sont compris non seulemenu les convois de juifs gazés depuis le début jusqu'au moment où l'on procéda aux incinérations, mais aussi les cadavres de tous les détenus morts au camp d'Auschwitz-Bikenau pendant cette période (p. 231).

D'abord, il est explicitement reconnu dans ce livre que *la première utilisation du gaz pour tuer des détenus a été perpétrée sans ordre aucun, avec un gaz de fortune et alors que parmi les responsables du camp, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, personne ne s'y attendait :*

« Pendant l'un de mes voyages d'affaires (1942) mon sup-
« pléant, le Schutzhaffplager Fritzsch (2) fit usage des gaz
« contre un lot de fonctionnaires politiques de l'armée rouge.
« Il employa en l'occurrence la préparation de cyanure (cyclon B) qu'il avait sous la main parce qu'on l'utilisait constamment au bureau comme insecticide. Il m'en informa dès mon retour » (p. 172).

Ainsi, sur initiative fortuite d'un subalterne, serait née une méthode qui aurait été utilisée en grand contre les Juifs.

A plusieurs reprises, dans le corps de l'ouvrage, Rudolph Hoess dit (ou on lui fait dire) que les plus hautes instances gouvernementales du IIIe Reich et particulièrement Himmler, lui ont *verbalement* réitéré les ordres d'exterminer les juifs par les gaz, mais :

« *On n'a jamais pu obtenir sur ce sujet une décision claire et nette d'Himmler* » (p. 233). Et, alors qu'il était, lui Hoess, pour la gazéification en grand :

« J'ai souvent traité de cette question dans mes rapports
« mais je ne pouvais rien contre la pression d'Himmler qui
« voulait toujours avoir *plus de détenus pour l'armement* » (p. 189) et donc s'y opposait.

De toutes façons, on ne voit pas bien comment Himmler aurait pu avoir « toujours plus de détenus pour l'armement » en en faisant exterminer toujours de plus en plus par les gaz.

Il faut au surplus noter que, Himmler ayant *verbalement* demandé à Hoess de construire des chambres à gaz à Auschwitz (en été 1941), Hoess lui « soumit un plan détaillé des installations projetées » à propos duquel il déclara : « *Je n'ai jamais reçu de réponse ou de décision à ce sujet* » (page 227). Les chambres à gaz ont cependant été construites parce que, dit Hoess, « par la suite, Eichmann (un sous-ordre de Himmler) *me dit en passant* que le Reichsführer était d'accord » (p. 227).

Himmler n'aurait alors jamais donné l'ordre de construire ces chambres à gaz — l'aveu est de taille ! — dont il aurait réclamé qu'elles anéantissent à la fois *beaucoup* et *le moins possible* de monde.

Les choses ne deviennent pas plus claires si on se penche sur la façon d'exterminer. On a vu plus haut que le gaz employé était un insecticide, le cyclon B, qui fut utilisé, nous dit Hoess,

---

(2) Acquitté à Nürnberg, dit Hoess.

dans toutes les asphyxies postérieures à celles des fonctionnaires politiques de l'Armée rouge dont il est question ci-dessus : il est pour le moins bizarre que, pour l'exécution d'un tel ordre, même *verbalement* donné, on n'ait pas prévu un gaz spécial autre qu'un insecticide.

Quoi qu'il en soit, voici ce qu'est le cyclon B :

« Le cyclon B se présente sous la forme de cailloux bleus, « livrés en boîte, d'où le gaz se dégage (1) sous les jets de « vapeur d'eau » (p. 228).

Son maniement est si dangereux que, lorsqu'on l'utilise dans une pièce, avant d'y pénétrer à nouveau, « *IL FAUT L'AÉRER PENDANT DEUX JOURS* » (p. 229) mais la gazéification des juifs « dure en moyenne *une demi-heure* » (p. 174) après quoi « on ouvre les portes et le Sonderkommando commence *AUSSITOT* son travail de déblaiement des cadavres » (230)... « traînant les cadavres en mangeant et en fumant » (p. 180) sans qu'il arrive jamais le moindre accident. Mieux : pour la première extermination, on la fit dans une morgue et, pour y faire pénétrer le gaz, « tandis qu'on déchargeait les camions « (de futures victimes) on perça rapidement plusieurs trous « dans les parois de pierre et de béton de la morgue » (page 172). Il n'est pas dit comment on fit arriver la vapeur d'eau nécessaire, ni comment on reboucha les trous après introduction des cailloux bleus : hâtivement aussi, sans doute, et avec des vieux chiffons...

---

(1) « On pouvait se servir des chambres de déshabillage et des chambres à gaz pour les douches », lit-on un peu plus loin (p. 236). S'il est vrai, comme il est dit page 227 que « jamais Himmler n'a donné l'ordre de construire les chambres à gaz », ne serait-ce pas plutôt que les salles de douches ont été utilisées comme chambres à gaz ? — On remarquera que, **pour la première fois dans la littérature concentrationnaire,** les chambres à gaz sont officiellement présentées sous un aspect qui les fait étrangement ressembler à des salles de douches. **Pour la première fois aussi,** le gaz utilisé est minutieusement défini et il s'agit d'un gaz dont l'utilisation n'est possible que si les chambres à gaz sont équipées comme des salles de douches. Il a fallu douze années pour avoir ces précisions que ni David Rousset, ni Eugène Kogon, ni le communiste hongrois Niyzli Miklos n'avaient jamais données. Encore douze années et, peut-être aura-t-on des témoignages enfin et en tous points cohérents. Il suffit seulement que dans les « ateliers » où ils corrigent l'histoire à longueur de journée, les Russes se décident à ne plus employer que du personnel qualifié pour la fabrication des faux historiques. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'ils sont en progrès surtout si l'on tient compte qu'en janvier 1947, ils avaient réussi à faire accepter comme **authentique** par le Tribunal de Nüremberg jugeant les médecins, le document P.S. 1553 — R.F. 350 (remis au tribunal par un parent d'un témoin qui avait eu la sagesse de se suicider aussitôt après l'avoir rédigé et qui fut publié dans le n° 2 de la revue **« Dreimonatliche Hefte neuere Geschichte »** en 1953, puis dans le journal suédois **Dagens Nyheter** le 16 juillet 1953) selon lequel les juifs étaient asphyxiés **« par groupes de 750 à 800 »** dans des chambres à gaz qui avaient **« 25 m2 de surface de base et 1 m 80 de hauteur »**. Quant au gaz employé, il s'agissait alors du « gaz d'échappement d'un moteur Diesel » et, comprimés dans ces chambres, précisait encore le témoin, les 750 à 800 personnes mettaient **« trois heures pour mourir, chronomètre en mains ».** De quoi faire frémir les historiens de l'avenir quand ils se pencheront sur les étranges « documents » que le Tribunal de Nüremberg a pris au sérieux.

Non vraiment, tout cela n'est pas sérieux : « le roman chez la concierge » disons-nous en France. Et c'est ce roman qu'on nous présente comme un document !

∴

Dans ce tissu de contradictions naïvement étalées, on ne peut pas tout citer : le volume comprend 247 pages et il en faudrait au moins autant pour tout réfuter. Force était donc de se limiter à l'essentiel et l'essentiel était ce qui concerne les chambres à gaz, la plus irritante question de toutes celles qui touchent au problème des camps de concentration en Allemagne. Les contradictions que j'ai relevées me semblent d'ailleurs suffisantes pour prouver que ce nouveau témoignage ne pouvait, pas plus que celui du communiste hongrois Miklos, être l'œuvre de quelqu'un qui a vu. Très probablement, Rudolph Hoess ayant écrit sa confession en attendant la mort, les communistes polonais y ont introduit, de-ci, de-là et assez maladroitement, la thèse bolchevique sur les événements qui sont réputés s'être passés au camp d'Auschwitz de 1940 à 1943, c'est-à-dire durant le temps qu'il en a été le Lagerkommandant. C'est, en tout cas, la seule explication possible, à la fois du temps qu'ils ont mis à publier ce témoignage — 12 ans ! — et de son incohérence.

J'en veux cependant retenir deux toutes petites phrases encore :

« Fin novembre 1940, je fus convoqué pour la première fois chez le Reichsführer et je reçus l'ordre de procéder à un agrandissement de l'ensemble du territoire du camp... Il s'agissait de la construction de Birkenau (Auschwitz II) qui devait être suivi de l'aménagement de l'ensemble des Kommandos de Monwitz pour l'I.G. Farben (Auschwitz III). La construction d'Auschwitz IV a été interrompue par la défaite hitlérienne » (p. 121).

A ma connaissance, c'est la première fois que la littérature concentrationnaire convient que, comme elle le fit pour toutes ses autres industries, l'Allemagne en guerre avait aussi projeté d'installer dans les camps l'I.G. Farben, industrie dans laquelle les chambres à gaz sont indispensables.

Pour la fabrication des couleurs et d'un certain nombre de produits chimiques, non pour l'extermination des concentrationnaires.

C'est ce que j'ai dit dans *Le Mensonge d'Ulysse* bien avant que cet aveu soit rendu public.

Mais les asphyxies de concentrationnaires ?

Je note qu'après avoir prétendu qu'il y en avait eu dans tous les camps, on ne parle plus que de celles qui ont eu lieu à

Auschwitz, en zone russe en utilisant des documents que personne ne peut contrôler et que ceux qui continuent à en parler sont, comme par hasard, seulement des ressortissants de la zone russe dont les affirmations sont invérifiables. Ce qui est déjà certain, c'est que les « témoignages » écrits qu'ils nous envoient, premièrement se contredisent entre eux (Hoess en contradiction avec Miklos et même avec E. Kogon et D. Rousset) et, secondement, sont pleins d'invraisemblances, se contredisent eux-mêmes d'une page à l'autre, ainsi qu'il est prouvé dans cet article.

Or, on ne peut pas fonder une vérité historique sur des « témoignages » à la fois si incohérents et si divergents.

J'ajouterais bien qu'en plus de ses propres contradictions et de celles qu'il apporte à ceux qui ont été publiés avant lui, le témoignage « attribué » à Rudolf Hoess sur le camp d'Auschwitz-Berkenau, est rédigé dans un style qui le fait étrangement ressembler aux confessions publiques des accusés des célèbres procès de Moscou que personne n'a pris au sérieux en Europe occidentale.

Mais à quoi bon ?

Là-dessus, en publiant son célèbre livre « Le Zéro et l'infini » Arthur Koestler — qu'on me passe la référence ! — a tout dit.

Paul RASSINIER.

P. DOMINIQUE.

UN COMPLOT D'AUTREFOIS

La journée du 23 février 1899 et ses suites

A la fin du siècle XIX, il existait un puissant nationalisme français teinté d'antisémitisme et qui se divisait en deux variétés : une variété républicaine, plébiscitaire, dont Déroulède était le chef, et une variété monarchiste dont le théoricien, Charles Maurras, n'était pas encore au premier plan de l'actualité. Ce nationalisme dont Drumont et Barrès apparaissent comme les polémistes les plus remarquables (Rochefort n'allait pas à leur cheville) avait failli renverser la République parlementaire une première fois avec Boulanger, une deuxième fois à propos de Panama. L'Affaire Dreyfus lui avait fourni, pendant plusieurs années, un aliment de choix. Or l'Affaire, assoupie par le départ de Dreyfus pour le bagne, avait été ressuscitée par les dreyfusards et, du coup, les passions flambaient plus haut. Le président de la République Félix Faure était de cœur avec les nationalistes, hostile à la révision par conséquent, mais il mourut brusquement le 17 janvier 1899. Le Congrès fut immédiatement convoqué. Déroulède n'ignorait pas que Loubet, son vieil adversaire du temps de Panama (et qui, s'il n'avait tenu qu'à lui, aurait étouffé l'affaire dès ses débuts), serait élu président de la République et que, dans ces conditions, Dreyfus passerait devant un nouveau Conseil de guerre. D'ailleurs, Loubet président, c'était la République parlementaire affermie, et la certitude que des présidents du Conseil « *républicains* » (disons mieux : hostiles aux Nationalistes) se succéderaient pendant sept ans, la main sur l'adminis-

tration, la police, la justice et décidés à tout). Déroulède se résolut à tenter un coup de force.

« *Déroulède,* dit Barrès, commentant ce qui va se passer, *a cent fois déclaré que dans toute son action politique et patriotique, il est inspiré par la haine et le dégoût d'un système qui fait d'une classe spéciale de privilégiés politiques, à savoir de huit cents parlementaires les maîtres omnipotents des préfets, des ministres, du président du Conseil, du Président même de la République. Selon lui, la France leur doit le Wilsonisme, le Panamisme, le Dreyfusisme, notre anarchie intérieure, notre abaissement extérieur...* » (Scènes et doctrines du nationalisme).

Et Barrès ajoute, parlant toujours de Déroulède : « *Pour délivrer la France et la République disait-il, il y a trois moyens : la volonté d'un homme, c'est à dire le coup d'Etat, la volonté du peuple, c'est à dire la révolution* (l'insurrection) *; la volonté de l'Assemblée, c'est à dire le Congrès...* ».

Déroulède, en effet, prétendait travailler sur les trois plans. Il comptait peu sur le Congrès, beaucoup sur un homme ou sur le peuple, ou sur les deux. L'affaire n'avait pas marché avec Boulanger. L'occasion, cette fois, lui parut bonne.

« *Les politiciens,* dit encore Barrès, *étaient décidés à se ranger du côté du plus fort... c'est ce que les grands chefs militaires furent incapables de comprendre... La mort subite de Félix Faure vint mettre Déroulède en demeure d'agir.* »

Au moment de cette mort Déroulède était malade, éloigné de Paris. Il revint quelques jours plus tard, et fit scandale au Congrès, lançant en compagnie de Drumont, des invectives qui, dit l'Officiel « *se perdirent dans le bruit* ».

A la sortie, Loubet fut couvert de huées. Hué à nouveau à la gare Saint-Lazare, sa voiture fut entourée

et secouée par les manifestants nationalistes. La police laissa faire. Suivi de milliers d'hommes qui chantaient la Marseillaise, Déroulède, au pied de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, répondit à la foule qui criait : A l'Elysée !

— *Oui, mes amis, nous pourrions y aller dès ce soir mais il y a un mort ! Je le respecte, lui, mais non le nouvel élu du Parlement qui n'est point pour moi le véritable chef de la nation. Nous aurons à délivrer ensemble le suffrage universel. A jeudi ! Vive une autre République ! A bas celle là !*

La presse nationaliste était déchaînée. Jules Lemaître écrivait : « *Cette élection est un défi à l'opinion publique : avant huit jours nous l'aurons chassé de l'Elysée : son élection a été payée par les partisans du Maître Dreyfus, par ceux qui ont assassiné Félix Faure ; c'est un incapable, un malhonnête homme.* » Et François Coppée : « *Nous le combattons et n'abandonnerons la lutte que le jour du triomphe.* » Quesnay de Beaurepaire, l'ancien procureur général démissionnaire, le somme de faire un procès à ses accusateurs et déclare qu'il apportera son témoignage devant la Cour d'assises.

« *Dès le soir de l'élection de Loubet,* dit Barrès, *Déroulède prit ses dispositions pour le jour des obsèques, c'est à dire pour le 23.* »

Le 22, il convoqua ses amis par dépêches. (Le gouvernement était aussi averti). Dans les bureaux de la rue des Petits-Champs, siège de la Ligue des Patriotes, il dit aux principaux responsables :

— *Si vous avez confiance en moi, si vous m'aimez, ne me demandez pas ce que j'ai fait et ce que je veux faire. Trouvez-vous seulement demain, à deux heures, place de la Bastille.*

Le prétexte était de porter au Père Lachaise une couronne offerte par la Ligue, mais cette affectation de secret qu'on trouve dans les paroles de Déroulède qui

ne purent manquer d'être rapportées à la police, devait fatalement faire dire à celle-ci et au gouvernement :

— Déroulède prépare un coup.

En vérité, c'était un coup de force à ciel ouvert.

Dans la nuit qui suivit se produisit un curieux incident que Déroulède lui-même raconta plus tard ainsi :

« Vers les deux heures du matin quelqu'un dont je tairai le nom, mais que j'avais des raisons de croire tout à fait des nôtres entra dans la pièce où nous nous trouvions renfermés, Marcel Habert et moi et me posa successivement deux questions :

— Alors, c'est pour demain ?

Je lui répondis simplement :

— C'est pour demain.

— Et que diriez-vous, continua le visiteur, si, demain, le duc d'Orléans paraissait tout-à-coup au milieu de vos amis ?

— Est-ce un avis lui demandai-je brusquement ou est-ce une invite ?

— Ce n'est qu'une question.

— Alors voici ma réponse : si le duc d'Orléans se présente au milieu des miens, c'est moi-même qui lui mettrai la main au collet.

Et redoublant d'explications et de colère :

— Je suis républicain plébiscitaire, aussi hostile à toutes les restaurations monarchiques qu'au maintien du régime parlementaire. C'est pour la République que je marche. On ne fera pas de moi un agent royaliste malgré moi. Et si les monarchistes et les monarques se mêlent à nos rangs demain, tant pis pour eux ! D'ailleurs, j'ai encore là quelques amis et je vais leur donner les instructions nécessaires pour le cas où cet odieux coup de surprise serait tenté.

— Mais, se hâta de me dire le visiteur, je n'ai pas dit que le duc d'Orléans serait là demain ! Je vous jure même qu'il n'y sera pas.

Et comme mes yeux interrogeaient fixement ses yeux :

— Je vous le jure sur l'honneur, me répéta-t-il.

— Et je vous jure qu'il fera bien, lui répliquai-je froidement.

Ce à quoi Marcel Habert qui avait suivi avec anxiété ce rapide échange de paroles, ajouta d'un ton irrité :

— Qu'il y vienne, nous nous chargeons de le recevoir.

Le visiteur se retira.

Déroulède dit Barrès *« ne reproche à personne de l'avoir trahi ni de l'avoir dénoncé... »*. Mais...

... *« Le lendemain, de midi à quatre heures, une main mystérieuse avait bouleversé les préparatifs concertés : l'emplacement, la dislocation, l'ordre, le commandement des troupes était changé ; le soir, Marcel Habert et moi nous étions arrêtés.*

« Je ne veux pas, je ne peux pas en dire davantage. Mais j'affirme que ma tentative n'a échoué que parce que les royalistes avaient compris que je ne laisserais jamais toucher à la République. « J'en ai eu sur l'heure le pressentiment, j'en ai depuis quelques mois la certitude. » (*Déclaration de Déroulède à Berne,* 18 *mars* 1901, *rapportée par Barrès*).

Le 23, à midi, Déroulède et Barrès, après avoir déjeuné avec quelques amis à l'hôtel Saint-James, prennent un fiacre fermé qui les mène place de la Nation. *« Déroulède m'assura,* dit Barrès *qu'il ne s'était mis en route que sur une certitude absolue. »* Il portait sur lui *« une somme considérable dont une partie en or, car il avait dû prévoir diverses nécessités. »* (?). Il en avertit Barrès. Arrivé place de la Nation ils se demandent où aller pour attendre l'heure. Ils finissent par aborder une concierge sous le prétexe de visiter des logements à louer et lui demandent la permission d'attendre dans sa loge *« un rendez-vous »* qu'ils ont.

Un peu étonnée, la brave femme accepte. *« Où,* dit

Barrès, *la concierge devint tout à fait inquiète, c'est quand Déroulède, cherchant ses cigares, ses allumettes dans ses poches bourrées de billets et de proclamations, fit rouler à terre toute une cascade de pièces de vingt francs...* »

On voit le peu de sérieux de l'affaire. Comment un aussi grand esprit que Barrès pût-il s'y prêter ? Bref, Déroulède ne voyant rien venir, ni les soldats, ni la foule de ses amis convoquée à la Bastille et qui devait emboîter le pas à la troupe et l'entourer, s'énerve, répète :

— Trop tard ! Que s'est-il passé ? Partie perdue.

— Barrès va à la découverte, revient en annonçant que les troupes arrivent. « *Déjà*, dit Barrès, *on entendait le tambour et le clairon. Déroulède bondit sur la place. Brûlant d'espoir encore et de désespoir déjà, je l'accompagnai...* »

Que s'était-il passé ? Devant la Haute Cour, le général Turlande, gouverneur de Paris et ancien ministre de la Guerre reconnut qu'à la demande du général de Pellieux qui avait parlé à son chef d'état major « *d'acclamations qui devaient l'accueillir place de la Nation* » *la police avait été prévenue* par lui-même. Et qu'à la suite d'une seconde démarche du général de Pellieux la brigade fut disloquée avant la place de la Nation, un bataillon de chasseurs renvoyé directement à Vincennes. De plus, de Pellieux reçut l'ordre de ne pas passer place de la Nation. En deux mots, les chefs militaires, Turlande et de Pellieux, avertis, avaient décidé de ne pas marcher. Turlande avait même, encore une fois, averti la police.

Déroulède, cependant, se jette dans la foule — partisans nationalistes et curieux — qui accompagne les soldats. Il court au seul général qu'il aperçoit et qu'il ne connaît pas, met la main sur la bride de son cheval, l'interpelle :

— *Suivez-moi, général ! Suivez-moi, place de la Bas-*

tille ! à l'Hôtel de Ville ! à l'Elysée ! Des amis nous attendent. Ce sera un Quatre Septembre militaire, sans effusion de sang.

Barrès lui prête ces paroles et il ajoute.

« *La foule déjà s'émouvait. Deux mille personnes aux cris de « Vive l'Armée ! Vive la République ! Vive Déroulède ! » commencèrent de mêler ces appels : « A l'Elysée ! A l'Hôtel de Ville ! » qui, deux minutes plus tard, allaient faire un si étrange tonnerre dans le quartier.*

« *Quelques écarts du cheval, lui-même étonné avaient un instant séparé Déroulède du général ; il se rapprocha immédiatement, et, tout en lui parlant, il marchait à ses côtés. Mais telle était la clameur, telle dut être la surprise du général Roget, que je suis disposé à croire que celui-ci n'entendit pas distinctement les termes et la portée d'un discours bien fait pour lui déplaire.* (?)

Un partisan, Bonnamoni, note :

« *La place était noire de monde. Aux balcons des maisons voisines, des femmes agitaient leurs mouchoirs. L'ivresse d'agir nous exaltait tous...*

Et encore, parlant du général Roget :

« *...Le général comprit peut-être de quoi il retournait, mais il demeurait impassible. Nous étions cinq ou six qui l'entourions de si près que nous touchions sa selle et qu'à chaque saut du cheval nous manquions d'être blessés : Déroulède, Marcel Habert, Barrès, Talmeur, Lasie, Syveton et moi...*

On approchait de la caserne de Reuilly. Il semble qu'à ce moment là, Déroulède et Marcel Habert donnèrent des ordres contradictoires. Bref, la foule ne sut pas barrer l'entrée de la caserne aux soldats qui avaient continué leur marche dans un ordre parfait ; toute la colonne s'y engouffra avec le général et les principaux ligueurs.

« *Le général*, dit Bonnamoni, *était pâle, triste, indigné. Lorsqu'il eut remis son épée au fourreau, comme Déroulède l'objurguait encore :*

— *Sortez nous cria-t-il, ou je vais vous faire expulser.* Il était cinq heures du soir. Les soldats expulsèrent alors en effet quelques manifestants de second ordre : Déroulède et Marcel Habert furent enfermés ; Déroulède brûla tous ses papiers dans le poële de la caserne, fit passer à des amis l'argent qu'il avait sur lui et fut enfin arrêté par la police qui jusqu'alors parlementait avec lui, aux environs de dix heures du soir.

On comprendra après cela que Déroulède, dans les années qui suivirent, commençât à en avoir assez de la Grande Muette. Il ne devait point craindre de dire à des officiers supérieurs (rapporté par Barrès) :

« *On se fatiguera de vous entretenir, messieurs. Nous nourrissons une armée, c'est pour qu'elle nous rende des services à l'intérieur ou à l'extérieur. Depuis* 1870, *vous ne nous avez servi de rien.*

Il oubliait, dans sa passion de partisan, la Tunisie, l'Afrique noire, Madagascar et l'Indo-Chine, sans compter la protection silencieuse mais réelle, accordée à la Nation depuis trente ans.

∴

Déroulède et Marcel Habert furent renvoyés devant la Cour d'Assises. Quelques jours avant la date de l'audience, deux soldats rentraient en France : Galliéni et Marchand.

Galliéni qui revenait de Madagascar qu'il avait pacifié fut accueilli à la gare de Lyon par une délégation du gouvernement, mais aussi par François Coppée, un des dirigeants de la Ligue de la *Patrie française.* Ainsi le parti nationaliste avouait-il qu'il était en quête d'un chef. Et d'un chef militaire. Mais le général se déroba avec courtoisie.

Galliéni était une tête froide qui se tint toujours très à l'écart de la politique. Marchand, le chef de la mission Congo-Nil qui avait planté notre drapeau à Fachoda, était plus emballé. Thiébaud, l'agitateur plébiscitaire qui,

jadis, avait *«découvert»* Boulanger était allé chercher Marchand à Djibouti. Les nationalistes l'acclamèrent à Toulon. « *Ils ont célébré son rôle passé et futur* » note Combarieu, directeur du cabinet de Loubet ; *il a répondu par des critiques à l'égard du gouvernement* ». A Paris, c'est un triomphe. Quelques milliers d'hommes l'acclament et le suivent partout. Mais Marchand n'est qu'un officier supérieur à qui le gouvernement, très vite, donnera un commandement en Chine. Le général capable de faire un coup d'Etat continue de manquer aux nationalistes.

Cependant, Déroulède et Marcel Habert passent devant la Cour d'Assises « *sur l'inculpation d'avoir, le* 23 *février, jour des obsèques de Félix Faure, provoqué par des cris et des discours à un attentat dont le but était de changer ou de détruire la forme du gouvernement et aussi d'avoir adressé à des militaires des provocations dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance à leurs chefs.* »

« *Je vous préviens,* déclara Déroulède aux jurés, *que si vous m'acquittez, je recommencerai. Je vous demande donc de déclarer par votre verdict si, oui ou non, vous approuvez ma propagande et mes idées politiques...* »

Déroulède et Marcel Habert furent acquittés.

Dans la rue, le tumulte nationaliste continuait. Le 4 juin, aux courses d'Auteuil, le baron Christiani avait cabossé d'un coup de canne, le chapeau de Loubet. Le ministère Dupuy fut renversé neuf jours plus tard et le 22, Waldeck-Rousseau devint président du Conseil. Il résolut, puisque le coup de force de Déroulède avait été absous par le jury de la Seine, de poursuivre le chef nationaliste avec d'autres personnalités républicaines et royalistes pour « *crime de complot et d'atteinte contre la sûreté de l'Etat* », crime relevant de la juridiction de la Haute Cour. On a vu plus haut quels étaient les sentiments de Déroulède à l'égard des royalistes. Cependant

voilà ce que dit de l'affaire Combarieu, bien placé auprès de Loubet pour connaître sinon les faits eux-mêmes, au moins les intentions du gouvernement.

« *On déchiffre des dépêches envoyées par le duc d'Orléans avant l'agression d'Auteuil...*

« *On a saisi à Caen, à Paris, ailleurs, des papiers établissant que l'on s'entendait, que l'on conspirait, à Paris et en province pour marcher en même temps, les uns sur l'Elysée, les autres sur la Préfecture, et mettre la main, par un coup de force simultané, sur tous les moyens d'action et de transmission de l'autorité.*

« *Aux dires de Waldeck, les documents apportent la preuve que le complot était préparé de longue main ; si Dupuy* (prédecesseur de Waldeck à la présidence du Conseil) *avait fait son devoir, le jour même d'Auteuil, il aurait mis la main sur toute la machination. On s'explique mal une telle négligence. Aujourd'hui, les pièces les plus compromettantes ont été détruites ou cachées. Est-ce volontairement que Dupuy n'a pas agi avec la rapidité nécessaire ? Est-ce faute d'avoir compris le danger ?*

Cependant les révisionnistes paraissent avoir perdu la partie. Au procès de Rennes, Dreyfus est à nouveau reconnu coupable et condamné à dix ans de détention par cinq voix contre deux avec admission à l'unanimité de circonstances atténuantes. Mais Waldeck est au pouvoir, décidé à faire le nécessaire pour que leurs adversaires décidément l'emportent. En attendant, il entend mener vivement son procès de Haute Cour et se débarasser par là des nationalistes, mêlés aux royalistes et les répucompromis. Méthode classique. La mauvaise foi de Waldeck est évidente. On a vu, plus haut, quelle était la nature exacte des rapports entre les royalistes et les républicains plébiscitaires, c'était chien et chat.

En novembre donc, la Haute Cour se réunit et le procès se traîne au milieu des violences verbales et des ironies. Le 5 janvier 1900 la Haute Cour prononce son arrêt. Tous

les accusés sauf quatre sont renvoyés absous. Les quatre chefs de parti, eux, sont condamnés : MM. Buffet, royaliste ; Déroulède, républicain nationaliste ; Guérin, antisémite, à dix ans de bannissement : de Lur-Saluces, royaliste, contumax, à la même peine ; pour tous et à la presque unanimité, les circonstances atténuantes sont admises ; les condamnations ont réuni de 140 à 150 voix contre 40 à 50.

A noter qu'on avait d'abord arrêté 75 personnes, puis, après une première et rapide instruction, on en avait libéré 60 et retenu 15. On le voit, les habitudes du pouvoir sont toujours les mêmes : d'abord la rafle avec l'espoir d'obtenir des renseignements grâce aux perquisitions. Puis, on renvoie à leurs travaux, à leurs études, à leurs familles les neuf dixièmes des malheureux et sans leur présenter d'excuses. L'Etat n'est-il pas Prince et Pontife ?

Quand le président du Sénat eut prononcé l'arrêt, Déroulède s'écria : « je recommencerai, je reviendrai quand reviendra la justice ; je reviendrai libre quand le pays sera libéré. »

En attendant, il part pour l'étranger. L'Etat républicain qui n'a pas pu se débarrasser de lui par la justice populaire, s'en est débarrassé par la justice politique. (Encore un peu et Syveton aura moins de chance : il sera proprement exécuté par la police).

Quelques années plus tard, Déroulède revenait d'exil. Collégien, j'assistai à ce retour. Ce fut un triomphe à Paris où, au sortir de la gare de Lyon, les nationalistes gonflaient si bien la rue que de chaque côté les vitrines éclatèrent. Debout dans la voiture qui marchait au pas et mit deux heures de plus pour arriver à la Concorde, le vieux chef, sa barbe rousse en avant, criait des mots que la clameur nous empêchait d'entendre.

Pierre DOMINIQUE.

LA MAIN ROUGE

CHAPITRE I

FRANCFORT

Le 31 décembre 1959, peu avant midi, une violente déflagration ébranlait le paisible quartier ouest de Francfort. Dans la chambre d'un Egyptien donnant sur le parc du respectable hôtel Palmenhof situé Bockenheimer Landstrasse près du jardin d'acclimatation, un paquet venait d'exploser au moment où l'ouvrait un commerçant algérien.

Les deux mains arrachées Abdelkader Nouassi, 36 ans, commerçant, père de six enfants et présenté par le personnel comme « un homme très charmant » (sic) lutte contre la mort dans une clinique privée.

Nouassi était en fait un des principaux dirigeants de la Fédération de France du FLN que les enquêtes de la DST ont forcé à émigrer en Allemagne et à « éclater » entre les 3 centres de Düsseldorf, Francfort et Bonn.

Trafiquant d'armes notoire, il servait d'acheteur et d'intermédiaire avec Georg Puchert qui le 3 mars 1959 sauta avec sa voiture dont il venait de tourner la clef de contact, Guiolletstrasse, à moins de cent mètres de l'hôtel Palmenhof, dont les badauds contemplaient le 1er janvier les vitres brisées par la violence de l'explosion.

Mais cet attentat passa inaperçu en France quoique clôturant l'année par un « accident » semblable à d'autres

survenus aux trafiquants d'armes depuis quelques mois.

Le 23 décembre, un coup de téléphone anonyme menaçait le dirigeant FLN Mouloud Kassim. Cet appel était adressé à l'ambassade de Tunisie à Bonn. Depuis Kassim a mystérieusement disparu.

C'est devant cette même ambassade de Tunisie située dans l'élégant quartier de Bad Godesbery, séjour favori de Hitler, que l'avocat FLN Aït Ahcène était mortellement blessé le 5 novembre 1958 et allait agoniser à Tunis.

Le procureur général de Francfort Heinz Wolf, parlait de « Main Rouge » et laissait mettre en cause le colonel français Mercier, ancien attaché militaire de France à Berne et l'ex-inspecteur de police Jean Viary. On prononçait également le nom d'un certain Christian Durieux et d'un sujet belge nommé Joly. Un Algérien francophile du nom d'Ali Madani était dénoncé comme un des deux meurtriers d'Aït Ahcène. On évoquait toujours à ce propos dans la presse allemande la destruction du cargo Atlas, dans le port de Hambourg le 1er novembre 58, les mystérieuses bombes du 28 septembre 56 et du 3 juin 57 qui firent sauter à Hambourg la Mercedès du trafiquant Schlüter, tuant sa vieille mère.

Le 19 janvier dernier, c'était au tour du militant MNA Tahar Soualem d'être abattu à Sarrebrück. Le 3 mars 59 Puchert, le complice de Nouassi sautait à moins de cent mètres du lieu du dernier attentat.

Le 5 juillet une bombe dans la voiture du pseudo-Tunisien Boulharouf explosait dans une rue de Rome tuant un enfant qui jouait.

Le 19 septembre 58, ç'avait été Marcel Léopold, tué en Suisse par une fléchette empoisonnée et en novembre son complice Léo Geiser.

Enfin en mars 59 un bateau égyptien explosait dans le port d'Ostende et le 23 octobre de la même année, deux

Algériens étaient abattus à Cologne devant le Parking de la gare principale.

Un point commun à toutes les victimes de cette hécatombe : trafic d'armes avec le FLN et si les attentats dont ils sont victimes et les règlements de comptes qui leur arrachent avec la vie le bénéfice de leur commerce sanglant ont lieu principalement en Allemagne, c'est parce que la Fédération de France du FLN y a installé ses bureaux d'achat et d'expédition.

Et aussi il faut bien le dire parce qu'en Allemagne, ces Algériens ont pu trouver les complicités nécessaires parmi les demi-soldes du Régime nazi. Les vieux grognards du dernier carré de la Wehrmacht, les aventuriers privés de cause et de führer, les héros fatigués avides d'argent ou de sensations ou tout simplement blasés et écœurés.

Il a fallu aussi pour que leurs réseaux puissent s'accroître l'œil discret d'autorités supérieures et complaisantes. La presse allemande à propos de toute manifestation nazie cite les noms du secrétaire d'Etat Globke, arabophile convaincu, du ministre des Réfugiés Oberlaender qui accorde aux Algériens légalement citoyen français le statut de réfugié et qui vient d'être victime en Hollande de graves manifestations l'accusant au cours de son voyage d'être responsable du massacre de plusieurs milliers de juifs polonais à Lvov, en 1941, et enfin du ministre ex-nazi de l'intérieur Schrœder qui donne à la police la consigne de regarder les militants du FLN comme des étrangers privilégiés.

C'est ainsi qu'on ne peut passer une heure à Franc-fort-sur-le-Main sans rencontrer des arabes élégamment vêtus, possesseurs d'automobiles de luxe et fréquentant de préférence les établissements de nuit.

Je les ai vus Taunustrasse, Kaiserstrasse, Münchnerstrasse, partout où il y a des « boîtes » ouvertes jusqu'à 4 heures du matin.

Je les ai vus aussi au luxueux restaurant Rumpelmayer et à l'hôtel Frankfurterhof, le meilleur de la ville qui est en quelque sorte leur quartier général. Ils vont aussi à quelques kilomètres du centre dans une petite auberge discrète tenue par un ancien officier nazi, là devant une bouteille de vin du Rhin, ils discutent « affaires » avec leurs vendeurs. Cela pour les « gros ». Les « petits » ou les « moyens », car tout le monde n'est pas chef de « mintaka » vont faire leurs trafics avec les soldats américains de la Rhein-Maim Flughaven de préférence au café Fischerstube, Moselstrasse, grande salle enfumée remplie de machines à sou où l'on danse entre les numéros de french-cancan.

Quand de son bureau situé au premier étage d'une villa de la rue de Paris à Tunis, depuis qu'il a abandonné l'immeuble du 24 rue Es Sadikia, le « colonel » Cherif Mahmoud, colosse redoutable au regard dur et aux fines moustaches, leur passe un ordre d'achat important, et fait opérer un virement par la Société Tunisienne de Banque dirigée par son ami Abdelaziz Matari, les « Fellaghas de Francfort » appellent au téléphone le 72.924 à Würzbourg, c'est la « Waffen Franconia » 3 Randersackerer Strasse, dont ils savent qu'elle ne les laissera manquer de rien.

C'est du moins ce que m'explique dans l'arrière-salle d'un petit café, le Tauberschlage, où l'on boit force bière et vin blanc, un Français Pierre F... qui a quitté la France à la Libération pour venir se fixer en Allemagne et avec qui j'ai lié conversation le voyant attablé avec des Algériens. « Je suis dans les pièces mécaniques » m'explique-t-il avec un sourire et il me présente à ses amis Algériens, qui me considèrent avec méfiance et réserve au premier abord.

Peu à peu, le vin blanc aidant j'arrive à leur arracher quelques réponses , le plus jeune s'appelle Si Salah et il est né à *Djidjelli*, le plus vieux qui ressemble en plus gros à

son chef suprême Ben Tobbal, l'Himmler du FLN, a trouvé une grosse plaisanterie à laquelle l'ivresse aidant, il s'accroche sans conviction. « Il prétend être russe ! » quoique s'appelant Saïd. Mais un Allemand s'assoit à notre table, les cheveux blonds, le crâne légèrement dégarni, vêtu d'un complet beige il porte à la boutonnière l'insigne des usines automobiles soviétiques Zis, il se prénomme Helmut et au bout d'un moment de conversation il m'avoue à voix basse qu'il est communiste (le Parti est interdit en Allemagne occidentale) qu'il travaille à la firme Opel, qu'il revient d'U.R.S.S. où il a fait un voyage d'études en tant que militant syndicaliste. C'est un ancien nazi qui après avoir combattu sur le front de l'Est s'est rallié à la cause de ses anciens adversaires. Il sert de conseiller « syndical » me dit-il aux Algériens, mais je ne puis m'empêcher de songer en voyant l'autorité avec laquelle il fait taire ses « élèves » à cette école de sabotage découverte à Francfort le 16 avril 1959 et montée par des communistes ex-nazis au profit du F.L.N.

Il y a quelques jours, Fritz, l'employé en blouse blanche (blond et rose) de la Selbstfahrer Union, société de location automobile voyait arriver dans son bureau un algérien qui désirait louer une Mercédès. Il refusa sans donner de raison malgré la liasse de 5 000 Deutschmarks (600 000 anciens francs) que lui exhibait le Nord-Africain à titre de caution.

Le fils d'un transporteur d'Orléansville grièvement blessé par le F.L.N., épousait une Allemande et faisait la navette Paris-Francfort. Il était passé de l'autre côté.

C'est ainsi par petites touches qu'on arrive à cerner la réalité de ce monde peu connu où se retrouvent dans des collusions anti-naturelles anciens militants racistes et paneuropéens devenus les pourvoyeurs du Maghreb contre la France, Français exilés devenus par haine et rancœur ceux qui arment les bras de leurs ennemis, militants internationalistes qui agissent au nom de quelque subtil

idéal, aventuriers de toutes les nations par goût du danger ou par goût du luxe ou pour toutes ces raisons à la fois.

Le mal se répand car les comparses sont pris dans un engrenage qui les amène à remplacer les « caïds » et les « caïds » allemands, suisses, tunisiens ou français tombent tous les uns après les autres, victimes du même destin inéluctable qui, par l'artifice de quelque décision arracha au traficant Nouassi ces deux mains dont il s'était si mal servi pendant cette année 1959, au dernier jour de cette année.

Quant à la nouvelle année elle voit à Francfort, ville américanisée et cosmopolite, la multiplication des enseignes au néon, des drug stores et le développement du matérialisme qui sert de morale aux traficants de vies humaines.

(*à suivre*).

LES LIVRES

MICHEL BUTOR ET HENRY MILLER

Pour parler des *Degrés* de M. Michel Butor (1) on voudrait essayer de trouver un biais favorable, non pas tant pour se singulariser au milieu d'une presse consternée que par souci d'équité pour le travail obstiné, presque inhumain, dont ce livre est issu.

Mais vraiment, non, il n'y a pas moyen...

Dans un de ces articles qu'il n'écrit plus guère que cinq ou six fois par an, mais qui chaque fois trouent d'un libre coup de griffe le pauvre tissu de la critique actuelle, Kléber Haedens dit que le pire encore, dans *Degrés,* c'est que ce bouquin ne soit pas absolument illisible. A première vue, en effet, cette lecture n'offre aucune difficulté. Les phrases de mémorandum, simples, courantes :

« *Ton oncle Henri est rentré rue du Pré-aux-Clercs pour t'attendre. Ta tante Rose était déjà là depuis un quart d'heure avec les deux petits qu'elle était allée chercher à la sortie du lycée... Tu as laissé tes deux frères rentrer par la rue Saint-Sulpice, tu as pris le boulevard Saint-Germain où tu as rejoint ton cousin Gérard... M. Bonnini est allé acheter une nouvelle valise pour sa femme, car celle qu'il avait emmenée en Provence avait perdu l'un de ses coins lors du retour, et il voulait qu'elle eût quelque chose de propre pour son séjour à l'hôpital... Le métro à Saint-Hilaire : Odéon, Mabillon, Croix-Rouge où l'on ne s'arrête pas, Sèvres-Babylone, Vaneau où vous êtes descendus...* ».

Mais justement, au bout d'une soixantaine de pages de cette attachante prose, on se frotte les yeux, on se prend le front, en se répétant : « Qu'est-ce que ça veut dire ? »

---

(1) Editions Gallimard.

Comme on est consciencieux, comme M. Butor a « un nom » et qu'on ne se déplaisait pas toujours, jusque là, dans sa compagnie, on poursuit, à petites doses, le déchiffrage de ces inexorables agendas d'une dizaine de professeurs et d'autant de collégiens. Comme on vient à bout de tout, on arrive aussi — pour ma part, il m'a fallu une bonne semaine — à la dernière page de ces *Degrés*, où semble s'assouvir un assez sadique besoin de prolonger dans le monde des adultes le pionnicat et les pensums qu'il invente pour ses heures de retenue.

Alors, pour se venger un peu, on raconte autour de soi : « *Degrés*, c'est l'aventure d'un professeur qui veut décrire une heure de classe de son lycée, qui n'y arrive pas et qui en meurt... ». Raccourci qui remporte un succès général d'hilarité.

Mais nous imaginons M. Butor et ses amis haussant dédaigneusement les épaules à ce trait philistin et boulevardier. Et puisqu'il est bien vrai que *Degrés* porte aussi peu que possible à la rigolade, essayons encore une fois d'y appliquer toutes nos ressources de sérieux.

Ce projet de décrire une heure d'un lycée parisien, par lui-même, en vaut bien un autre. Mais entre vingt façons de le concevoir, on ne pouvait en choisir une plus falote que le Pierre Vernier de *Degrés*, jeune professeur d'histoire et de géographie. Ce qui ne nous surprend plus, quand nous avons fait un peu mieux connaissance avec ce lamentable pet-de-loup, frigide, automatique, pusillanime, se noyant dans une soucoupe.

Ce personnage de papier mâché a donc décidé de s'en tenir strictement aux faits vérifiables (« Tu as ouvert ton manuel de géographie à la page 243, tu as regardé quelques secondes la gravure représentant un igloo »). Il destine cet ouvrage à son neveu Pierre Eller, qui est un des élèves de sa classe, « dans le dessein de lui faire sentir comment cette heure et les heures antérieures, déjà effleurées, étaient situées parmi d'autres heures... ». Inutile d'ajouter que derrière cette lapalissade un professeur non plus d'histoire mais de philosophie comme l'auteur de *Degrés* sous-entend une kyrielle d'implications métaphysiques, qui restent naturellement ultra-secrètes.

Cet auteur est un de ceux qui se sont donné pour programme depuis cinq ou six ans de pourchasser et pulvériser les conventions romanesques. Comment ne l'en féliciterait-on pas ? Mais si un monologue intérieur comme celui de *La Modification* trouvait sans peine sa justification réaliste, le prétexte de *Degrés* apparaît très vite infiniment plus conventionnel que les romans les plus surannés par lettres, confessions ou journaux intimes. Il est foncièrement invraisemblable qu'un adulte, même très médiocre, un adolescent, puis un autre professeur d'âge mûr se relaient pour continuer, durant des jours, une besogne aussi vaine, aussi fastidieuse : « *Tu es entré rue du Carivet, étourdi par la séance chez le dentiste. Ta mâchoire te faisait très mal...* ».

Par-dessus le marché, M. Butor, qui fait de son Vernier le neveu du petit Eller pour pouvoir appliquer son récit favori à la seconde personne, agence également, pour être fidèle à quelque plan *in abstracto*, une funambulesque série de parentés à l'intérieur de son lycée. Le jeune Pierre Eller et ses deux frères ont dans ce lycée un second oncle, M. Henri Jouret, professeur de lettres, pourvu lui-même de deux garçons, et qui sera chargé de « raconter » la troisième partie du livre. M. René Bailly, professeur d'anglais, est « oncle au deuxième degré » des élèves Daval et Mouron (en fait cousin-germain de leurs parents). M. Bonnini, professeur d'italien, et M. Hubert, professeur de physique, cousinent de leur côté avec l'élève Régnier. Quand il n'y a pas de parentés, ce sont des patronymes qui sont identiques. Ce qui permet au sieur Vernier de répartir ce petit monde en « triades » avec accolades à l'encre rouge, certainement. Quant au lecteur, qui avait déjà besoin de dessiner un plan pour situer dans leur wagon les voyageurs de *La Modification*, il lui faut maintenant dresser plusieurs arbres généalogiques. Ce qui ne changera du reste rien au ridicule morose de ces chassés-croisés de « ton oncle », « ses cousins », « leur tante », à l'artifice criant d'un cadre impitoyablement préconçu.

Il faut ajouter que M. Butor pratique avec non moins de rigueur la technique « simultanéiste » s'efforçant de nous mettre sous les yeux, dans la même page, ce qui se passe au même moment dans cinq ou six lieux dif-

férents. Technique dont *Le Sursis* de Sartre, paraissait bien avoir épuisé d'un coup toutes les ressources. *Degrés,* en tout cas, n'apporte absolument rien de neuf au procédé, sinon un acharnement, une patience qui ont quelque chose de trop sinistre pour qu'on parvienne à les trouver méritoires.

Bien entendu, M. Butor, fidèle aux principes en cours supprime tous les traits physiques de ses personnages. Soupçonné d'avoir trahi l'avant-garde avec sa *Modification* entièrement introspective, il s'interdit toute indication psychologique. Fort bien. Mais quelle texture romanesque lui reste-t-il ? Uniquement de ses marquises qui sortirent à cinq heures. Tout ce qui, d'un consentement quasi universel, ne vaut pas la peine d'être dit. Sans doute, Proust, pour ne citer que lui, a pu souvent faire sa pâture de ces mécanismes négligés, nous montrer à quel point ils pouvaient être révélateurs. Mais M. Butor s'en tient à la constatation purement mécanique : « Tu as commandé un demi. Tu as descendu l'escalier. Tu as téléphoné au dentiste. » Il n'y a plus aucune raison pour que dans un prochain ouvrage, faisant voyager son « héros » par le métro de la porte de Montreuil au pont de Sèvres, il n'énumère pas les trente et quelques stations de la ligne.

Et nous sommes bien obligés d'en revenir à notre première question : « Enfin, qu'est-ce que cela veut dire ? » M. Butor, qui possède une culture multiforme, quand il n'écrit pas de romans, parle beaucoup de peinture, de musique, et il en parle fort bien, en réclamant pour elles, contre les théoriciens, tout ce qu'il se refuse dans ses livres. Pourquoi ce garçon intelligent, sensible, en arrive-t-il à nous communiquer dans *Degrès,* cette impression de gâtisme maniaque ?

Sa « prière d'insérer » dit en termes assez naïvement solennels que Pierre Vernier s'efforce « de reconnaître et dévoiler l'espace mental de l'enseignement secondaire ». Triste espace, où un peuple de petits forçats et de bonshommes avachis décortique machinalement les tronçons congelés des plus belles œuvres humaines, Homère, Dante, *Macbeth,* Rabelais, Racine, Keats. Mais il est impossible de supposer un seul instant que ce lugubre tableau veuille dénoncer les routines ineptes de la pédagogie, le salmigondis des programmes. Et

d'ailleurs, même dans ce cas-là, la vision serait fausse de ce bagne culturel dont les prisonniers concassent avec une résignation animale, leur lot d'hexamètres, d'alexandrins, de dates ou de formules. Même dans l'enseignement le plus pesant, le plus déshérité, il y a des minutes dorées, le vers de Ronsard ou de Baudelaire qui révèle la poésie pour la vie à l'adolescent de quinze ans, l'image homérique qui retrouve sa force et sa saveur sous la moustache roussie d'un vieil helléniste. Mais M. Butor ne veut rien savoir de ces instants. De même, adultes ou non, à l'exception d'un professeur cocu, qui a pris une fade maîtresse, tous les gens de *Degrés* — des garçons de quinze, seize ans, en pleine fermentation ! — sont asexués, à l'exemple du malheureux pisse-froid Vernier qui assailli par une fille dans tous ses états — c'est presque sa fiancée — ne la touche pas du doigt, ne ressent qu'une immense fatigue.

Il faudrait donc inférer, des premiers ouvrages de l'auteur et de leurs exégètes, que son sujet demeure l'incapacité de nous reconnaître « dans le travail de l'esprit sur le passé, pendant que des événements nouveaux s'accumulent. » Mais quelle illustration de ce grand lieu commun que la cornichonnesque entreprise d'un petit cuistre gélatineux, qui se dispose, pour raconter fidèlement son heure de classe, à ingurgiter tous les manuels du lycée, de la sixième à la philosophie, qui soulève des montagnes en se demandant si sa narration doit être au présent, au futur ou au passé, s'épouvante à l'idée qu'il lui faudrait écrire aussi l'histoire de sa rédaction (comme si ce piège était nouveau !) et n'aboutit, par sa dérisoire enquête, qu'à faire passer son neveu pour un cafard !

En fin de compte, *Degrés* serait-il vraiment, comme certains le proposent, la stylisation cauchemardesque d'une société bourgeoise à son dernier stade, réduite à des automatismes absolument vides et vains ? Mais pour que ce cauchemar nous fût perceptible, il faudrait pouvoir lire le livre d'une traite, ce qui est au-delà des forces humaines. Du reste, cette société condamnée, par quoi M. Butor, antifasciste bon teint, la remplacerait-il, sinon par le quadrillage policier des « républiques populaires », ou par la fourmilière à la chinoise, effaçant toute trace humaine ?

Je regarde les feuillets que je viens de couvrir, et à mon tour je hausse les épaules. N'est-ce pas ajouter soi-même l'absurde à l'absurde que de s'échiner à l'analyse d'un bouquin aussi manifestement loupé, fastidieux, puéril, avec un tel fond de prétention pédantesque, sans une lueur d'humour ? La seule conclusion que ce fatras mérite, ne serait-ce pas qu'à en juger par l'état où il laisse le lecteur, on ne s'étonne plus que le dénommé Vernier ait succombé à l'écrire ?

Mais non. On n'a pas le cœur à plaisanter. Parce qu'il est trop affligeant de voir un garçon de trente-quatre ans, qui débutait bien, s'enliser aussi vite. Parce que *Degrés* offre tous les caractères de la littérature la plus désespérément décadente : celle où l'intelligence se détruit elle-même par une sorte de fatalité historique et même biologique. et rejoint à la fin l'hébétude.

Michel Butor perd malheureusement tout droit à condamner la bourgeoisie. On ne peut pas, en effet, être à la fois juge et prévenu. Un livre tel que *Degrés* est un produit extrême de la dégénérescence bourgeoise. Et son auteur, sur la pente qu'il prend, apparaît irrécupérable pour quelque autre société que ce soit. En d'autres termes, toute révolution, toute réforme balaieraient la littérature à laquelle *Degrés* appartient.

⁂

Pour oublier un peu ces étranges écrivains de plus en plus occupés à nous expliquer en 450 pages comment ils deviennent incapables d'écrire, je n'ai encore trouvé ce mois-ci qu'un livre étranger. Dommage, mais c'est ainsi.

Ce n'est pas non plus que je sois fanatique d'Henry Miller. Mais après plusieurs jours de cohabitation avec le sinistre professeur de M. Butor, on se sent tout revigoré en tombant sur un gaillard pour qui l'écriture est vraiment une fonction naturelle.

Nexus, qui vient de paraître chez Corréa, après *Sexus* et *Plexus*, est la troisième partie de *La Crucifixion en rose*. Henry Miller n'a jamais eu d'autre sujet que lui-même ou ce qui l'entoure. J'avoue ne pas très bien savoir où situer *Nexus* dans cette production et dans cette autobiographie assez chahutées, du moins telles que nous les révèlent les traductions françaises. Le dernier volume paru, *Big Sur*, nous emmenait sur les côtes de Californie, de nos jours. Avec *Nexus*, nous

voilà revenus à ces années vingt que Miller n'épuisera probablement jamais.

Peu importe, du reste : le bouquin se défend très bien tout seul. Après avoir beaucoup fréquenté le Miller émigré à Montparnasse, nous retrouvons donc celui d'avant le voyage, à New-York, en 1927. Une année non moins bizarre et accidentée que bien d'autres de cette existence. Henry est marié à une Subkarpathique de race imprécise, très jolie, assez folle, elle-même tendrement liée à une Slave, plus ou moins peintresse, encore plus folle, qu'elle a installée au logis conjugal. L'époux chôme, n'ayant de goût que pour la littérature, et à peu près convaincu qu'il y est impuissant. Ces dames pourvoient au ménage par des expédients sur lesquels Henry préfère ne pas être trop bien renseigné. La noire débine, alterne avec des noubas improvisées, des épisodes érotiques ou obscènes. Henry tente surtout de taper de vagues relations, ramène parfois un chèque, mais qui sera sans provisions. Il décroche enfin un job de fossoyeur. Mais le jour où il rapporte sa première paie, l'appartement est vide : ces dames sont parties ensemble à la conquête de l'Europe. Voilà Henry très malheureux, obsédé par le souvenir de sa femme, qui de Paris lui réclame de l'argent par des télégrammes laconiques. Mais au fond de sa détresse, il découvre les linéaments de ce livre qu'il voudrait écrire depuis quinze ans. Il se jette dans sa rédaction comme un forcené.

Quand Mona — la Subkarpathique — revient, après avoir abandonné son amie à un Autrichien, cette personne de ressource met la main sur un vieux protecteur cultivé, riche et misanthrope, à qui elle parvient à faire croire qu'elle est l'auteur du manuscrit sur lequel turbine Henry. Le mécène lui garantit une mensualité pour la continuation du chef-d'œuvre, et lui promet un gros chèque lors de son achèvement. Promesse tenue. Et le livre bouclé, Henry, flanqué de Mona s'embarquera enfin pour la Terre Promise d'Europe.

« *Bientôt, chers cousins d'Europe, nous serons avec vous en chair et en âme. Nous arrivons, avec nos belles valises, nos passeports à tranche dorée, nos billets de cent dollars, nos polices d'assurance-voyage, nos opinions banales, nos jugements à moitié cuits, nos spectacles roses qui nous font croire que tout est pour*

le mieux dans le meilleur des mondes, que Dieu est amour et que l'Esprit est tout. Lorsque vous nous verrez tels que nous sommes, lorsque vous nous entendrez bavarder comme des pies, vous saurez que vous n'avez rien perdu en restant où vous êtes. Vous n'aurez aucun sujet d'envier nos corps tout neufs, notre riche sang rouge. Ayez pitié de nous, qui sommes si frustes, si fragiles, si vulnérables, si neufs, si propres ! Nous nous fanons vite...

Ne manquons pas d'observer qu'il y a dans *Nexus* toute la matière devenue traditionnelle de nos romans du type chien crevé : l'avachissement, l'aboulie et la solitude dans les crasses d'une grande ville, les rêvasseries stériles, les divertissements idiots. Il n'y manque même pas le fameux thème du livre infaisable : « J'ai un véritable génie pour l'impalpable, pour le chaotique, pour ce qui n'est pas encore né. » Mais Miller, qui a réellement vécu toute cette misère, toutes ces diableries sexuelles, au lieu de les humer de loin comme nos petits professeurs, sait les transposer en images, en lyrisme baroque, goguenard, tonitruant, à l'exemple de Céline dont il est à peu près le seul disciple authentique.

Il n'aime pas plus que M. Butor la société dans laquelle il vit. Mais il sait lui opposer l'invective, l'ironie, la poésie, le refus. Ecoutons-le vitupérer la chansonnette des radios et des machines à disques, l'une des formes les plus accablantes de l'ineptie contemporaine :

« *Musique d'embryons pour des embryons. Un lymphatique appelant ses pairs dans cinq pieds d'eau d'égout ; une belette pleurant ses petits et se noyant dans son pipi.* Romance, *ou la copulation de la violette et de la renoncule.* Je t'aime. *En lettres chromosomatiques sur papier hygiénique surfin. Paroles inventées par des pédérastes minables ; musique d'Albumine et ses compagnons. Pfui !* »

C'est tout de même une réaction un peu plus mâle que de s'identifier, et d'identifier du même coup le lecteur, avec l'ennui, la vulgarité bêlante de la musiquette.

Nexus est aussi un livre beaucoup plus contrôlé que les *Tropiques*, fatigants avec leurs intarissables associations d'idées, leur verbalisme, leurs généralisations effrénées, à propos de tout, de la Providence, d'un rite

grec ou d'une voyeuse. De la pâte toujours dense et assez opaque de *Nexus* se détache une série d'épisodes, conduits, dialogués, racontés de verve : les démarches funambulesques d'Henry cherchant du travail ; sa virée avec un copain dans un bordel de luxe où ils s'offrent une nuit de cent dollars dont ils n'ont pas le premier sou, et tout se termine cependant fort bien ; la visite à ses parents, encadré de Mona et de son amie affligées d'une terrible gueule de bois ; les soirées chez le juif Reb, où un autre Juif se met à dégoiser comme un Panurge de ghetto roumain. Les digressions qui font partie du tempérament de Miller se fondent cette fois dans l'ensemble, prolongent ces histoires pleines d'une vie picaresque. Et tout cela tourne en rond, mêlé aux fantômes, aux réminiscences savoureuses d'une culture assez hétéroclite mais mondiale : Dostoïeswsky, Breughel, Hokousaï, Balzac, Gorki, Gogol, Elie Faure, Thomas Marn, Strindberg, Apulée, Mozart, Knut, Hamsun, Carpaccio...

A d'autres époques, on aurait fait la petite bouche devant ce ragoût un peu barbare. Mais aujourd'hui, il nous rend l'appétit d'écrire et de lire, que tant de romans et d'exercices français finiraient par nous ôter tout à fait. *Nexus,* c'est un homme véritable, planté jusqu'au ventre dans sa littérature. Un de ces bouquins qui nous prouvent qu'heureusement l' « alittérature » parisienne, avec ses petites larves universitaires, est un phénomène encore très localisé.

Lucien REBATET.

LES ESSAIS POLITIQUES

Les armes de la détente

> *« Le despotisme existe encore en Russie, puisque c'est l'essence de mon gouvernement, mais il est d'accord avec le génie de la nation. »*
>
> NICOLAS Ier, cité par Custine.

IL faut espérer que la russomanie qui accompagnera certainement et suivra le voyage en France de Nikita Sergueiévitch incitera quelques-uns de nos compatriotes à lire l'essai de M. Michel Garder, son « Histoire de l'Armée soviétique » (1), plus que les feuilletons de M. Victor Alexandrov. Il faut tout de suite noter que ce volume n'est pas d'une lecture aisée, que sa densité, son aridité même, sont des obstacles certains à sa diffusion ; et aussi qu'il semble surtout écrit pour des spécialistes ou de futurs spécialistes des problèmes militaires, ce qui obligeait à une étude minutieuse de la structure administrative de l'armée, à des renseignements inutiles sur l'organisation des régions militaires, le mode de recrutement des officiers, les caractéristiques de certaines armes utilisées, et cela aux dépens des aspects proprement politiques des problèmes. Ce n'est qu'une question d'optique mais particulièrement importante pour le lecteur non spécialisé : il ne s'agit pas d'une étude politique du phénomène militaire soviétique et de la place occupée par l'armée en U.R.S.S. mais d'une vue technique sur les problèmes militaires soviétiques et leurs implications politiques. Cependant cet essai est utile dans la mesure où il montre bien les traits originaux de la puissance militaire russe qui résultent de la synthèse faite à partir de 1941 entre les « deux héritages », et où il indique fort clairement ce que signifient, depuis quatre ans, le « retour au

(1) *Plon*, 1959. Trente pages sont consacrées à des bographies des principales personnalités militaires ou politiques.

léninisme », la coexistence et la détente. L'esprit qui a présidé à la rédaction de ce livre, et dans lequel il faut le considérer, est d'ailleurs parfaitement indiqué par deux phrases que l'auteur a placées en exergue; l'une de Dostoïevsky : « Ce qu'il y a de tragique, c'est que l'Europe ne comprend rien, absolument rien, à la Russie et aux questions russes » ; l'autre de Khrouchtchev : « De même que le porc ne peut regarder le ciel, de même un capitaliste ne peut comprendre notre psychologie ».

André Malraux avait posé le problème, il y a une dizaine d'années, dans sa fameuse « Adresse aux Intellectuels », en demandant si les maréchaux staliniens aux tuniques chamarrées de décorations et de dorures étaient bien les successeurs des compagnons de Lénine aux vestes de cuir... Je ne sais si la question avait fait frémir les maigres et disparates cohortes d'intellectuels du *Rassemblement*, si cette apparente trahison de la Révolution avait pu les émouvoir, avait pu raffermir la bonne conscience de ces conservateurs. En tous cas, M. Michel Garder, et c'est un de ses plus grands mérites, montre bien le passage d'un type à l'autre, et la nécessité de cette filiation qui paraît anti-naturelle mais qui fonde et garantit la force actuelle de l'armée soviétique.

C'est seulement en 1699 qu'est créée, par Pierre-le-Grand, l'armée russe, d'une manière parfaitement originale pour l'époque puisqu'il s'agit d'une armée *nationale*, n'utilisant ni le racolage ni les mercenaires étrangers, et dans laquelle la hiérarchie n'est pas fonction de la naissance ou de la fortune, mais du mérite : c'est le grade d'officier qui confère la noblesse, et il n'était pas exceptionnel de voir d'anciens serfs commander les fils de leurs anciens maîtres. En quelques années cette armée dans laquelle la discipline est sévère, le moral élevé, deviendra grâce à une efficacité à laquelle tout est sacrifié, une des meilleures d'Europe. Cette œuvre sera continuée par Souvorov, Potemkine avant la décadence de la seconde moitié du XIXe siècle qui aboutira, entre autres causes, à la révolution de 1917.

Dès la prise du pouvoir, le 7 novembre, les problèmes militaires se posèrent à Lénine avec une singulière urgence et M. Michel Garder a bien raison de faire justice de cette légende complaisante qui fait de Wladimir Oulianov le disciple exclusif de Clausewitz et de montrer que ce qui a permis aux chefs révolutionnaires de faire face au point de vue militaire, ce n'est pas une conception classique de ces problèmes mais leur formation de révolutionnaires professionnels. La « Garde

Rouge » deviendra vite « l'Armée Rouge des Ouvriers et des Paysans », en février 1918, et deux mois plus tard la réforme essentielle sera accomplie par la création d'un corps de Commissaires politiques, les Politkoms, qui permettront un contrôle effectif de l'armée par le parti, une surveillance surtout des officiers de l'ancienne armée engagés en tant que « spécialistes ». Très peu de temps après, l'institution de la Tchéka sera destinée à la surveillance des menées contre-révolutionnaires. L'armée soviétique moderne était pratiquement créée, avec les trois éléments qui en constituent l'armature : les techniciens, les policiers et les politiques dont le rôle primordial est de maintenir dans la troupe (2) un moral élevé. « Ces masses a qui on a enlevé brusquement les mobiles d'action du passé, *Foi, Monarchie, Patrie,* retrouvent grâce à eux une Foi révolutionnaire et une Fraternité, celle de tous les prolétaires, fondées sur des mobiles moins nobles mais combien exaltants : *Mort aux riches et aux patrons ; La terre aux paysans ; Mort à la contre-révolution.* »

Pendant les quarante années qui nous séparent de cette période trois étapes doivent être distinguées : la guerre civile, la réorganisation technique effectuée par Frounze et surtout par Toukhatchevsky et enfin, à partir de 1941, ce que l'auteur appelle la fusion des deux héritages, c'est-à-dire la réintégration du glorieux passé russe dans le contexte soviétique.

La victoire de l'Armée Rouge, au moment de la guerre civile, tient surtout à des causes d'ordre psychologique et moral : la désunion des principaux chefs blancs (Denikine, Youdenitch, Koltchak, Wrangel), du moins leur manque de coordination, ne fut qu'un facteur accessoire. L'intervention des Alliés en faveur des Blancs, quelque timide qu'elle ait pu être, sera exploitée au maximum et transformée en invasion étrangère, chaque victoire sur les Blancs devenant une défaite des envahisseurs étrangers et des capitalistes, une nouvelle conquête de la Révolution et du prolétariat international. Le succès militaire acquis à l'intérieur, l'aventure tourna mal devant Varsovie : c'était plus qu'un échec tactique, la faillite d'une conception politique, la fraternité de classe n'ayant pas pesé lourd en face des traditionnelles haines nationales. La leçon ne devait pas servir puisqu'en 1939 elle se répéta au début de

(2) L'auteur manifeste une très vive admiration pour les qualités du soldat russe : « Même mal commandé, manquant de tout, sacrifié dans d'inutiles boucheries, il demeurait égal à lui-même... mais entraîné par des chefs qui le comprenaient, qui savaient l'utiliser à fond, tout en lui fournissant ce dont il avait besoin il a accompli des miracles. »

la guerre contre la Finlande : là encore l'armée soviétique s'était comportée comme une armée classique, le prolétariat finlandais ne s'étant pas soulevé en constituant des unités de partisans comme on l'espérait à Moscou où un *gouvernement populaire* était déjà en formation, ce qui aurait permis de transformer l'agression en guerre de libération d'un prolétariat asservi.

L'œuvre de Michel Frounze et de Toukhatchevsky, entre 1920 et 1937, fut considérable : elle se caractérise avant tout par l'adaptation non des théories militaires classiques mais des techniques militaires classiques à la situation créée par les nouvelles institutions révolutionnaires. Dans le carcan d'une doctrine qui restait bien idéaliste (en cas de guerre le recul était assimilé à une trahison, les partisans n'étaient imaginés qu'en pays ennemi, d'où les difficultés de 1941 à organiser la lutte sur les arrières ennemis), l'effort porta surtout sur la formation des officiers et la limitation du pouvoir des Politkoms. Après la condamnation et l'exécution de Toukhatchevsky on redonna au contraire un pouvoir plus important aux Commissaires politiques et aux agents des services de sécurité.

Le 3 juillet 1941 est sans doute la date la plus importante de cette histoire de l'Armée soviétique : c'est une révolution véritable qui va s'opérer après l'appel de Staline où pour la première fois depuis 1917 les noms des grands chefs de l'armée impériale sont remis à l'honneur. Très vite des églises sont rouvertes, un Patriarche panrusse réapparaît, on crée des décorations (ordres de Souvorov, de Koutousov), les *pattes d'épaules dorées* (3) sont rétablies tandis que les spécialistes redeviennent des « officiers ». Désormais la synthèse des deux héritages était devenue possible, on revenait à une pure théorie de l'efficacité.

L'armée impériale était fondée sur un patriotisme religieux, son originalité était une alliance vivifiante entre le génie national et la foi. Les chefs soviétiques en 1941 surent redécouvrir, sous la pression des circonstances, ces valeurs traditionnelles, ne plus voir en elles des survivances de l'ordre impérial mais des valeurs permanentes. L'amour de la patrie n'était pas une superstructure d'ordre capitaliste, mais une nécessité vitale... Il faut noter que ce retournement avait été préparé par la thèse du « socialisme dans un seul pays ». Le messianisme russe avait achevé sa mue, il était devenu un messianisme révolutionnaire, l'armée n'était plus l'instrument de Dieu

(3) Un des slogans de 1917 avait éé : « Mort aux porteurs de pattes d'épaules dorées ! »

mais « l'Armée du Pays du Socialisme ». Pour M. Michel Garder, « cette synthèse était inéluctable, non seulement pour des raisons historiques, la révolution permanente étant un non-sens, mais également pour une raison majeure, le peuple russe lui-même. L'héritage classique était celui du peuple russe (épine dorsale et élément de base de l'Armée rouge) et il ne pouvait être perdu qu'à la condition de modifier radicalement ce peuple. Le Parti bolchevique n'y est pas parvenu car le peuple russe assimile mais ne s'assimile pas. »

Il n'est pas possible dans le cadre d'une note aussi brève de donner une idée de la richesse qui est celle de cette « Histoire de l'Armée soviétique » : qu'il s'agisse de la guerre civile, des raisons psycho-politiques de l'échec allemand, du mouvement de désertion (au moins 75.000) qui affecta l'armée soviétique au lendemain de la guerre, c'est toujours des vues neuves et des détails inconnus que nous apporte M. Garder. Il était normal que cette étude se termine par un monumental tableau de l'Armée sovétique en 1958, dans lequel l'auteur montre la précision de sa documentation et l'exactitude de ses informations. Ce *bilan effrayant*, selon son expression, se résume ainsi : « Une masse de 175 divisions modernes, remarquablement entraînées, moralement prêtes, sur le pied de guerre, un arsenal difficile à évaluer, et d'autant plus imposant, d'armes atomiques et thermonucléaires, une aviation puissante, une marine de guerre en plein essor, une industrie de guerre en plein rendement, des possibilités démographiques énormes... » Il semble quand même un peu court de conclure néanmoins que cette armée reste très vulnérable sur le plan psycho-politique, et que « c'est Dieu, et non les trompettes de Josué toutes seules, qui a fait écrouler les remparts de Jéricho. »

Sans doute M. Garder a-t-il voulu rassurer ses lecteurs possibles et tempérer leur accablement après la lecture de ce livre qui est, quelles que soient les intentions de l'auteur, un éloge raisonné et mesuré de l'œuvre accomplie en quarante années par les chefs de l'U.R.S.S. En 1960, si la guerre semble s'éloigner, la lutte politique continue, aussi intense sous le masque de la coexistence qu'elle pouvait l'être sous celui de la sclérose stalinienne. Comme tous les grands hommes d'Etat (et celà nous change de ceux auxquels nous étions habitués ou auxquels nous nous habituons) Nikita Sergueievitch a toujours parfaitement indiqué, avec la plüs grande clarté, quels étaient ses buts ultimes : ne lui ménageons pas notre admiration.

Frédéric PIERRET.

NOTES DE LECTURES

Gilbert Prouteau : **IMMORTELLE VENDÉE** (Les Productions de Paris, éd.).

Front plissé, yeux rieurs, débordant de projets qui souvent se réalisent, Gilbert Prouteau est un humaniste au sens le plus moderne du mot.

Poète, romancier, il écrit. Son roman, **La peur des femmes** (Grasset éd.), a reçu, l'an dernier, un accueil aussi aimable du public que de la critique.

Cinéaste et metteur en scène, il a tourné **Défense de l'Algérie**, **Je m'appellerai Appolinaire** et une **Vie passionnée de Georges Clemenceau** qui n'est pas assez connue. Le non-conformisme de Prouteau lui fait du tort. « En 1830, rappelait-il dans son film sur l'Algérie, il y avait 1.200.000 Algériens et 1.200.000 Peaux Rouges en Amérique. Aujourd'hui, il y a neuf millions d'Algériens alors qu'il n'y a plus aux Etats-Unis que quelques dizaines de milliers de Peaux Rouges parqués dans des réserves... »

Boxeur, escrimeur, pêcheur, Prouteau est un sportif « par rage, par orgueil, parce qu'il était de faible constitution ». Suivant l'exemple du jeune Montherlant, il a, d'ailleurs, fait au sport la part large dans son univers littéraire. Il a obtenu, en 1942, le prix de la littérature sportive avec **Rythme du stade** et publié, ensuite, **Les jeux et les hommes**, une **Anthologie des textes sportifs** et **Balle de match.**

Conférencier, passionné de petite et de grande politique, voyageur, il a parcouru les grandes routes des vieux mondes. Il a passé des vacances amoureuses à Naxos et gravi le Sinaï « qu'embaume une odeur de menthe sauvage ». Il est allé de Jérusalem à Grenade, de Tamanrasset à Oslo, d'Athènes à Helsinki, de Dakar à Louqsor. Mais toujours pour revenir dans ce petit coin de Vendée, dont il est issu et où il espère bien vieillir, écrit-il, entre la terre et l'eau, « avec la jeunesse des saisons et à la cadence des marées ».

C'est à la gloire de sa terre natale qu'il a consacré son dernier livre, **Immortelle Vendée**, — à la gloire aussi des grands hommes que cette terre a produits ou marqués.

La matière est riche. La Vendée, avec son Marais, son Bocage, sa mer, ses dunes, ses chemins creux, ses bourrines, son histoire et ses légendes, sait se rendre attachante. Son histoire se fait, un moment, épopée toute pure. « Il n'y a plus de Vendée ! », s'écriait, en octobre 1793, Barrère à la Convention. Après plus d'un siècle, le poète Jean Yole lui répondait : « Alors que toutes les provinces sont devenues des départements, la Vendée est le seul département qui soit devenu une province. »

Gilbert Prouteau a rassemblé des textes de Huysmans sur Gilles de Rais, seigneur fastueux et redoutable de Tiffauges ; de M. A. Julien sur Rabelais, jeune cordelier de Fontenay, puis bénédictin de Maillezais ; de Raymond Belin sur François Viète, précurseur de Descartes et de Pascal, et sur Nicolas Rapin, vice-sénéchal de Fontenay-le-Comte, auteur cocasse de la Satire Ménippée ; d'Henri Caillemer sur Charette et ses amazones ; de Jean de Wenger sur Henri de La Rochejacquelein ; de La Varende sur la Duchesse de Berry ; d'Abel Thomas sur Jean de Lattre de Tassigny ; de Marc Elder, de Louis Chaigne, de Jean Yole. Lui-même s'est réservé trois chapitres sur Richelieu, « Armand, évêque de Luçon », maître, selon lui, de Talleyrand, de Bismarck et de Krouchtchev ; sur la curieuse secte de la Petite Eglise et sur Clemenceau, qu'il appelle « l'homme le plus prestigieux de notre histoire depuis Napoléon Bonaparte » et qui disait : « La maison de Mouilleron où je suis né et le coin de terre où je serai enterré, au Colombier, c'est de ce point à cet autre que se sera déroulé mon triste arc-en-ciel. »

Peut-être ce livre eût-il gagné à être plus longtemps pensé, plus minutieusement composé, plus agréablement présenté. Entre deux escapades au Sahara, Gilbert Prouteau est allé trop vite. Tel qu'il est, son ouvrage est précieux, « conforme à l'arbitraire de toute sélection..., image de son pays, somme d'images, celles qu'il aime et qu'il souhaite faire aimer ».

Louis GUITARD.

« L'ESPAGNOL », par Bernard Clavel (Robert Laffont).

Faut-il faire à nouveau le procès des « Prix » ou se féliciter que certaines œuvres échappent à leur gloire désormais faisandée ? On aime aujourd'hui le plâtreux, le bourratif, le confus, le débraillé ou le délayé. Moins on comprend et plus c'est beau ; le sublime, c'est l'ennui. Ceux qui ont gardé la tête solide et le jugement sain, ceux qui, dédaigneux du snobisme, ont conservé le goût des belles histoires qu'une langue sûre vient soutenir, les délicats enfin, liront **L'Espagnol** de Bernard Clavel.

Nous sommes en 1939, dans un village du Jura. La guerre vient d'éclater, les bras manquent. Pablo, un Espagnol chassé de son pays par le régime qu'il a combattu, s'engage pour les vendanges

dans une ferme. Le patron, vieux et infirme, la patronne, aidée par un seul journalier âgé lui aussi, ne peuvent suffire à la tâche. Le fils « joue au foot-ball » sur la Ligne Maginot, la fille, simple d'esprit, n'est qu'une charge supplémentaire mal acceptée.

Pablo, bureaucrate, puis dynamitero chez les Rouges ignore tout du travail qu'on lui propose. Mais une bonne volonté tranquille, une sorte de détachement intérieur habitent ce taciturne, hanté par le souvenir de sa femme enceinte qu'un bombardement lui a tuée. De ce jour, une peur panique de la guerre s'est ancrée en son âme, une angoisse de bête affolée, qui est sa plaie secrète. Peu à peu, cependant, il va subir l'envoûtement de la terre, au rythme des saisons. Car il est demeuré, le raisin cueilli, le vin mis en tonneaux. Le Patron meurt, les années passent... Pablo, dans la ferme, devient le véritable maître, qui impose ses vues à la Patronne à force de tendresse et de raisonnement. Sur ses conseils, elle agrandira le domaine, lopin par lopin.

La guerre s'étend sur la France. Le Maquis requiert Pablo. Mais l'homme ne peut résister aux combats, aux exécutions sommaires, à la peur. Quand il rentre à la ferme, le fils est revenu d'Allemagne, où il était prisonnier ; pour s'installer à la ville, celui-ci vend le bien si durement acquis : le Patron, maintenant, c'est lui et sa mère ne peut qu'obéir. Pablo reste seul dans une cabane qu'on lui a laissée avec un vieux cheval, seul avec la joie qu'il donnera chaque semaine, en lui faisant visite, à la pauvre « demeurée », placée dans un orphelinat.

Histoire d'une vie, d'un attachement plutôt, qui donne son sens à la vie. Une âme s'épanouit et se brise, une œuvre se fait et se défait et tout cela sans bruit, sans éclat, sans phrase inutile. Une étrange poésie enveloppe ce livre écrit en sourdine, où les sentiments germent et mûrissent tout naturellement, avec cette pudeur silencieuse que donne, aux meilleurs, la familiarité avec le sol. Non qu'il s'agisse ici de paysans idéalisés, semblables aux guimauves inventées par le XVIII[e] siècle. Bien au contraire, leur patois est charnu, vigoureux ; ils vivent car ils sont vrais. Dans ce climat ouaté, retenu, la résignation et l'amour aboutissent à une sérénité profonde, la paix est donnée à qui s'offre sans exigence, digne et fier. Et soudain jaillit de ces pages paisibles, et comme un cri involontaire, un lyrisme puissant à la gloire de la terre éternelle et de ses inépuisables magnificences.

Ginette GUITARD-AUVISTE.

HISTOIRE DU COSTUME, par Pascale Saisset (Mame).

Dans la collection **Découvertes** les Editions Mame publient une **Histoire du Costume** de Pascale Saisset. Et c'est bien à la découverte que nous partons en nous engageant dans cette « Science

vivante », liée étroitement aux arts, à la littérature, à la technique, à la sociologie et à la psychologie. S'efforçant « d'établir des correspondances entre les usages vestimentaires et le comportement des individus et collectivités », l'auteur nous fait voyager à travers le temps et l'espace, à la recherche du pourquoi et du comment des choses. Par l'historique de tel ou tel détail du vêtement, il débouche sur les horizons beaucoup plus larges de la philosophie.

Ce travail, plutôt ouvrage de vulgarisation que savant manuel à l'usage des initiés, fourmille d'anecdotes passionnantes ou savoureuses. On y apprend, par exemple, les vicissitudes du pantalon masculin, qui mit quinze siècles à prendre sa forme actuelle. Ignoré des Antiques, les Gaulois le portent, mais sans faire école : c'est le braccae, qui valut à notre pays le nom de Gallia Braccata. Il devient, au Moyen-Age, chausses séparées, attachées au pourpoint par un laçage, ce qui ne va pas sans inconvénient pour la pudeur, si l'on en croit la Chronique de saint Denis. Tonnelet sous Henri II, puis rhingrave au XVII[e] siècle, il reparaît, long et rayé, avec les Sans-Culottes. Mais c'est finalement d'Angleterre — grâce à l'Entente Cordiale —, qu'il nous reviendra avec son pli retourné dans le bas, tel qu'on le porte à Londres, retroussé parce qu'il pleut. Par contre, les Anglaises doivent à Catherine de Médicis, qui l'introduisit en France au XVI[e] siècle, l'usage de la culotte. Encore ne l'adoptèrent-elles qu'au XIX[e], non sans fracas, car elles la considéraient comme inconvenante !

Si, au cours des âges, la coquetterie masculine ne le céda en rien à celle des femmes — la dépassant même quelquefois en extravagance —, les signes extérieurs de la décence furent éminemment variables. Irons-nous reprocher aux estivantes actuelles leur nudité à peu près totale, maintenant que nous saurons que, sous l'Empire, robes et sous-vêtements de mousseline ne dissimulaient rien par leur transparence, des corps qu'ils enveloppaient ? Lirons-nous sans sourire les conseils affichés aux portes de tant d'églises et portant sur une mise « correcte » des femmes, lorsque nous nous rappellerons que la Duchesse de Bourgogne, la ravissante mère de Louis XV, venue un jour au sermon en habit de chasse à robe montante, fut sévèrement admonestée par le prédicateur et dut se retirer pour paraître en habit de Cour, toute gorge déployée ?

Autres temps... Le nôtre, avec son sens égalitaire si bien ancré, condamne les hommes à la grisaille, les femmes — quelques privilégiées mises à part, quelques circonstances exceptées —, à l'uniforme du « sweater » et de la triste jupe.

On pourra faire reproche à l'auteur de son plan un peu lâche et de quelques erreurs typographiques, certaines échappant même à l'erratum glissé dans le volume. C'est un détail mineur, face aux leçons qu'on peut tirer d'un livre beaucoup trop bref pour notre plaisir.

Ginette GUITARD-AUVISTE.

AIDE-MEMOIRE POUR CECILE, par Bernard G. Landry (Denoel).

Le livre de Bernard-G. Landry, **Aide-Mémoire pour Cécile**, qui vient de recevoir le Prix des Deux Magots, fait penser au **Repos du Guerrier**, (1) pour qui coula tant d'encre l'an dernier. Même recherche d'analyse psychologique appliquée à un cas singulier, même vigueur de style, même verdeur aussi. Le livre lu, on est pour ou contre, violemment, ce qui est un bon signe, mais critiques et louanges risquent bien, comme ce fut le cas pour l'ouvrage de Christiane Rochefort, de reposer sur un malentendu. Livre osé en effet, comme l'était l'autre, mais dont l'audace n'est pas davantage gratuite.

Le narrateur, Bernard, raconte, à sa femme, à mesure qu'il l'invente — mais il se prend au jeu et finit par s'introduire lui-même dans son propre roman —, l'histoire du couple Arthur-Cécile, pareil à tant d'autres d'aujourd'hui : deux enfants, un budget menu et pas mal de difficultés à résoudre, que notre époque et notre manière de vivre supersonique favorisent de plus en plus, un peu partout. Peu importe de savoir si le talent d'actrice de Cécile se place à la hauteur de ses ambitions toujours déçues. Elle a trente ans, des nerfs malades qui la paralysent dans tout ce qu'elle entreprend. La confiance en soi, qui se dérobe à chaque échec, cherche à reprendre assise dans un triomphe de la sexualité, envisagée comme compensation. Mais les victoires paraissent vaines, les accalmies alternent avec des retombées masochistes, la tentation du suicide redouble d'attraits.

Cécile est consciente de sa névrose; ce n'est point une sotte. Elle se regarde vivre en même temps qu'elle essaie de vivre, douloureusement, et descendre la pente en souffrant de se désagréger. Arthur, qui l'aime, l'a encouragée à se faire psychanalyser. Bernard raconte les efforts communs et individuels de ces deux êtres, ceux de Cécile pour se sauver, ceux d'Arthur pour sauvegarder son bonheur, qui implique le salut de Cécile.

Comment la maladie de l'une finira par attaquer l'équilibre de l'autre; comment la vie à deux soude les êtres au point de les rendre solidaires dans la chute ; comment surtout s'engage la responsabilité des psychothérapeutes dans le destin de ceux qu'ils prétendent soigner et dont ils ne font parfois, par maladresse ou par orgueilleuse certitude professionnelle, qu'aggraver le désarroi ; tels sont les thèmes majeurs d'un livre plein de tendresse pour l'homme, de respect pour sa vérité profonde et qui est aussi, dans sa forme ironique, une attaque violente contre certains médecins, certaines formes de la médecine, ou mieux, contre la façon dont

---

(1) Grasset, éd.

certains médecins envisagent aujourd'hui l'exercice de la médecine. Livré pieds et poings liés à une Science omnipotente et qui se veut résolument muette pour mieux l'impressionner, le patient doit subir sans broncher les traitements et les honoraires qu'on lui impose. Il y a quelque vérité... et quelque rancœur vengeresse dans cet aide-mémoire-là.

Ginette GUITARD-AUVISTE.

Jean-Louis BORY : « Pour Balzac et quelques autres » (Julliard).

Jean-Louis Bory vient de rassembler en volume quelques études sur Balzac, Molière, l'abbé Prévost, Eschyle et Giraudoux. Quelques études... ou plutôt quelques plaisirs de lire qu'il a souci de communiquer à un plus vaste public. « Ces morts-là sont plus vivants que bien des vivants » écrit Jean-Louis Bory. C'est ce qu'il entreprend de nous faire sentir en replaçant les œuvres au point exact où elles viennent nous parler, nous concerner et nous font ressentir comme nôtre leur propre nécessité intérieure.

Balzac occupe la plus grande place avec une évocation de ses rapports secrets avec les ténèbres centrée autour du personnage de Vautrin. Conception policière de l'œuvre où les personnages apparaissent sur fond d'inconnu — de cet inconnu de la Comédie Humaine où les diverses *séquences* ne jettent que quelques pinceaux lumineux — et nous invitent sans cesse à nous demander : qui sont-ils, d'où viennent-ils, qu'ont-ils fait entre temps ? Ténèbres sociales aussi à travers l'épaisseur desquelles les personnages voyagent comme des ludions éprouvant successivement les variations de densité des diverses couches superposées. Il y a quelques très belles idées romanesques. sur le *style*, argot du monde élégant, sur les *physiologies* où Balzac voyait admirablement le mariage de l'extérieur et de l'intérieur et véritables clefs du romancier.

Jean-Louis Bory, dans toutes ces rêveries du plaisir, donne l'impression qu'il pourrait nous en dire bien davantage en se laissant aller à ses complicités d'imagination romanesque. Mais tel qu'il est son livre donne à la lecture son plus précieux visage, celui de l'amitié pour les auteurs.

Bernard VORGE.

MARGINALES

Un anniversaire.

Lorsque ces lignes paraîtront, il y aura tout juste quinze ans que Drieu nous a quittés (le 15 mars 1945). C'est, je crois bien, le seul anniversaire dont, chaque année, je me souvienne — probablement parce que, de tous les hommes et de tous les écrivains que j'ai tant soit peu pratiqués entre 1930 et 1960, Pierre Drieu la Rochelle m'apparaît, depuis plus de vingt ans, comme celui dont la pensée, la sensibilité, la démarche intérieure ont répondu le plus continûment, le plus complètement à mes propres interrogations. La chose me semblerait peut-être moins surprenante si, depuis quinze ans, le silence absurde entretenu autour de son œuvre et de sa personne ne faisait de Drieu, pour ceux qui l'ont connu et qui continuent de penser à lui, de le relire sans cesse, un ami personnel, presque « confidentiel », plus proche que n'importe quel vivant. Le relire à intervalles réguliers, comme je le fais, oblige aussi à reconnaître le caractère extraordinairement clairvoyant, prophétique, *actuel* de son œuvre (je pense moins ici à son œuvre romanesque proprement dite qu'à des livres tels que *Le Français d'Europe, Les Chiens de paille, Récit secret* — ou encore à ces pages de journal et à ces notes posthumes dont *Défense de l'Occident* a publié en février-mars 1958 le meilleur). Il n'est pas jusqu'à son « détachement » final et à sa mort elle-même qui, à mesure que les années passent, ne prennent à mes yeux une signification plus saisissante...

Je sais bien : à propos de la fin de Drieu, de sa mort

volontaire, certains malentendus, certains désaccords subsistent entre ses amis mêmes — pour ne rien dire des autres. Les interprétations que, depuis quinze ans, l'on nous propose du suicide de Drieu ont au moins un point commun — c'est qu'elles se réfèrent toutes aux contingences historico-politiques qui l'ont entouré. Je dis bien : qui l'ont *entouré* — et non point *déterminé*, car c'est là, je crois, l'origine du plus commun de ces malentendus. S'il est vrai que les événements de 1944-45 ont joué leur rôle dans ce suicide, je tiens que c'est aller trop vite et trop loin que de prétendre qu'ils l'ont provoqué. L'affirmer ou le croire autorise trop aisément à voir dans le suicide de Drieu tantôt une dérobade (nuancée de défi), tantôt l'aveu d'un échec, au terme d'une vie que, par une extrapolation supplémentaire, on veut alors placer tout entière sous le signe de l'échec. Pour ma part, j'incline beaucoup plus à penser que la mort volontaire de Drieu, indépendamment du moment particulier où elle s'est produite, fut l'aboutissement normal, voire nécessaire, d'une aventure intérieure dont elle était la conclusion la plus logique. Il me semble que la démarche spirituelle de Drieu *devait*, les choses étant ce qu'elles sont, notre temps étant ce qu'il est, déboucher sur le suicide. Développer ce point de vue m'entraînerait bien au-delà des limites de cette chronique ; il y faudrait sans doute un livre, que je songe depuis des années à écrire (mais écrire des livres a-t-il encore un sens, alors qu'il n'est à peu près plus personne pour les lire ?)...

Ecrivant cela, je tombe par hasard sur quelques lignes de M. Jean Starobinsky (dans la *N.R.F.* de février) que je ne résiste pas à la tentation de citer, tant elles me semblent aller dans le sens de ce que je pense à ce propos : « La mort idéale, pour Montaigne, est une mort agie, une mort « dirigée » où la conscience s'applique étroitement à l'événement instantané qui se produit dans la profondeur du corps. « *Ce n'est qu'un instant* (écrit Montaigne) ; *mais il est de tel poids que je donnerais volontiers plusieurs jours de ma vie pour le passer à ma mode.* » La mort est une fuite absolue, mais elle s'offre encore à une saisie parfaite. Elle nous « deslie » et, jusqu'au dernier instant, nous pouvons la « bastir » et la percevoir comme si elle était notre œuvre. »

La mort volontaire de Drieu fut son œuvre, la plus « signifiante » peut-être de ses œuvres. On peut méditer là-dessus.

Le " Bestiaire " de Léautaud.

Voilà un livre (fait de fragments de son journal intime) qui n'ajoutera sans doute rien à la modeste gloire littéraire de Paul Léautaud — mais qu'on ne saurait lire avec indifférence : les uns (pour qui l'amour des bêtes est chose inexplicable, voire aberrante) le refermeront bientôt avec ennui, les autres (dont je suis) le liront d'une traite, comme une manière de roman d'amour, émouvant, déchirant, d'une espèce très particulière.

C'est en effet une passion d'une sorte exceptionnelle que la zoophilie, sur laquelle il resterait à dire pas mal de choses. Plus répandue qu'on ne croit, plus profonde aussi, chez ceux qu'elle habite, qu'on ne pourrait croire : je m'en suis avisé récemment, avec quelque surprise, ayant publié (dans un hebdomadaire qui passe pour exclusivement politique) deux ou trois articles sur le sujet, qui m'ont valu une correspondance absolument inattendue. Les rapports sont sans doute étroits entre l'amour des bêtes et une misanthropie contre laquelle il me semble de plus en plus malaisé de se défendre, à mesure qu'apparaît avec plus d'évidence le caractère aussi peu aimable qu'admirable de l'homme et des hommes. Il entre dans la zoophilie une bonne part de cette nostalgie désabusée de l'*innocence* que l'on chercherait en vain à apaiser dans le commerce des humains : « Je ne désire pas grand'chose (écrivait Léautaud) et je me le reproche souvent comme un manque de vitalité, mais si j'ai quelquefois un désir, c'est bien de pouvoir vivre un jour au milieu d'un tas de bêtes, de bonnes bêtes à quatre pattes — *pour me reposer des autres...* » Il me semble que je signerais volontiers ces lignes. Le fait est, en tout cas, que parmi les livres que j'ai lus ces dernières années, le *Bestiaire* de Paul Léautaud (Ed. Grasset) et *Sur la mort d'un chien* de Jean Grenier (Ed. Gallimard) sont de ceux qui m'ont le plus profondément ému, sans que leurs qualités « littéraires » soient en cause.

" Nouvelle vague ".

Entre les hommes de moins et de plus de quarante ans, une cassure serait-elle en train de se produire, plus nette que celle qui divise traditionnellement et périodiquement les « jeunes » et leurs aînés ? Certains signes donnent à le penser.

Par exemple : voilà quelque trente ans que je porte au cinéma une attention incessante et un intérêt peut-être excessif. Il ne me paraît pas avoir jamais été fermé à ce qui, dans le domaine du septième art, s'est révélé de nouveau, d'audacieux ou de fort. Or le fait est que je reste incrédule et fort indifférent devant ces films que nous proposent depuis un an ou deux les représentants de ce qu'on appelle la « nouvelle vague » ; que j'y cherche en vain un accent neuf, un langage original, une pensée tant soit peu excitante. Le fait est, aussi, que la jeune littérature me laisse de glace, qu'il s'agisse du « nouveau roman » ou de ces quelques *outsiders* dont on me dit grand bien. J.-P. B., qui a trente ans, dont le jugement m'apparaît souvent très sûr et avec qui je me crois beaucoup de goûts communs, me parle avec chaleur du roman d'un certain Jacques Serguine, *Les saints innocents*. Je m'attache à le lire, très consciencieusement : il me tombe des mains au bout de quelques pages.

Films ou romans de la « nouvelle vague » me semblent, dans presque tous les cas, entachés d'une *futilité* accablante ; au mieux : du Françoise Sagan qui voudrait (encore plus) se prendre et être pris au sérieux.

Ce n'est peut-être pas sans raison que les « jeunes » qualifient de « vestiges » leurs aînés de plus de quarante ans (dont je suis). Mais rien n'y fait : je n'arrive pas à m'offusquer, à avoir honte de cette étiquette. Il me semble souvent qu'au cours de ces quinze dernières années, *quelque chose* est mort, définitivement — c'est peut-être un certain sens des *valeurs*, une certaine notion de la *qualité* — dont il ne me paraît pas tellement désobligeant d'être un « vestige »...

Claude ELSEN.

LES ARTS

Van Gogh au musée Jacquemart André

Exposition qui fait courir tout Paris ; après Lautrec, Constantin Guys, Van Gogh fait recette au Musée Jacquemart André. Grâce aux courageuses initiatives de son nouveau conservateur, le peintre Jean-Gabriel Domergue, ce musée endormi, que visitaient annuellement quelques centaines de curieux, don magnifique fait par M. et Mme Jacquemart André à l'Institut de France, ce musée se prépare à revivre. Tiepolo, Fragonard, Rembrandt, Franz Hals. devront à Lautrec et à Van Gogh, en visite courtoise, de revivre sur les lampas rafraîchis et dans les lambris redorés de cette demeure somptueuse, érigée dans le goût baroque du Second Empire finissant par l'architecte Henri Parent. Hôtel, collections et une rente annuelle de 400.000 francs-or constituaient une fondation magnifique, qui sans le malheur des temps eut suffi à elle-même, pouvant s'entretenir et se perpétuer par ses propres moyens. Mais il y eut deux guerres. Les francs-Jules Grévy fondirent comme neige au soleil, les soieries se ternirent, les toitures se délabrèrent et les appointements du conservateur, le mieux renté de Paris, devinrent dérisoires. Il fallait un véritable animateur, pour tenter de remonter ce courant quasi-fatal et demander aux « peintres maudits » du 19e siècle de redorer les anciens blasons. A cet homme courageux, qui est aussi un homme d'esprit, tirons notre chapeau. Et maintenant parlons un peu de Van Gogh.

Nous ne chicanerons pas sur la présentation. Evidemment les peintures et les dessins du « peintre fou » eûssent demandé une autre ambiance et d'autres cimaises que celles de ces salons démeublés où tout n'est « que festons et astragales ». Mais comment faire, à moins de procéder à des rhabillages complets, provisoires et coûteux. Passons et n'ayons de regard que pour ce qui nous est proposé, en dépit même des cadres bordant les toiles — et les organisateurs là n'y sont pour rien — dont pas un seul, je dis bien pas un seul n'est digne et convenable. Ah ! la promotion du cadre, c'est la plus difficile

et la plus longue. Combien de toiles figurant à des enchères prestigieuses sont encore habillées comme des pauvresses. Je ne veux faire de peine à personne mais je connais à Paris la plus étonnante collection de Cézanne qui soit au monde, présentée dans des cadres qu'un amateur désargenté n'irait pas chercher au Marché aux puces.

Et puis il y a les salles documentaires. Déjà nous avions goûté à la Rétrospective de l'Exposition Internationale de 1937, le premier et le plus solennel hommage rendu au peintre des tournesols rayonnants et des cyprès s'exaltant dans l'azur, nous avions goûté de cet assaisonnement, qui non seulement n'ajoute rien à la saveur des plats, mais risque de les dénaturer, faisant de notre joie devant l'œuvre d'art la satisfaction d'une curiosité assez vaine, qui trouve à se satisfaire ailleurs et mieux en compagnie du livre et de l'album. Mais peut-être fallait-il avoir recours à ces moyens pour attirer la foule des « payants ». Et ces yeux d'outre-tombe, accueillant sur le seuil le public venu pour voir « le dompteur dévoré par le lion », ont une étrange valeur de symbole. Enfin il n'est peut-être pas inutile pour les gens pressés d'aujourd'hui de leur montrer par l'image ce qu'ils n'ont plus le temps, ni le goût d'apprendre par la lecture.

Dans quelle mesure Van Gogh est-il présent boulevard Haussmann ? Il l'est, à vrai dire, dans chacun des tableaux qui nous sont proposés, bons ou mauvais, car il y a de mauvais Van Gogh, disons même de très mauvais Van Gogh, s'il en est d'admirables et quelques-uns de sublimes. Mais ni les uns ni les autres ne sont toujours ce que le vain peuple des critiques pense. Et cette exposition, pour limitée qu'elle soit dans son choix et dans le rassemblement d'œuvres venues d'un peu partout, spécialement et pour la première fois des musées de l'autre côté du rideau de fer, permet de dégager certains points de vue sur la personnalité et l'évolution d'un artiste qui a probablement été mal compris.

Van Gogh rangé parmi les grands impressionistes français, n'a été impressioniste que par accident. Hollandais d'origine et de tempérament, Van Gogh est avant tout un grand peintre classique plus ou moins avorté et de cela témoignent non seulement son œuvre mais surtout les efforts tenaces, presque désespérés, dont ses lettres à son frère Théo sont pleines d'échos bouleversants, efforts faits en vue d'acquérir une connaissance approfondie d'un art traditionnel fondé sur l'étude de la nature et des anciens maîtres.

Beaucoup plus près de Franz Hals que de Claude Monet, Van Gogh venu assez tard à la peinture par le dessin pratiqué avec acharnement avant d'avoir recours à la couleur, Van Gogh avait le culte de la forme, s'essayant surtout à l'expression de la forme vivante. D'où son amour pour les êtres les plus simples, les plus spontanés, les plus subordonnés à leurs tâches et

occupations quotidiennes et partant les plus authentiques, paysans, mineurs, mariniers. D'où son culte pour Millet, Mauve, Israël, sans parler de son admiration pour les grands maîtres hollandais du passé, eux aussi tout imprégnés des sucs de la terre, des effluves du ciel et des eaux.

Il est une autre observation qui, à ma connaissance, n'a pas jusqu'ici été faite. Ayant conquis sa personnalité d'artiste par le dessin, Van Gogh, dès qu'il se mit à peindre posséda très vite tous les éléments de son écriture personnelle. La chose est si vraie que si l'on rapproche les œuvres abouties de la période de Nuenen, notamment ses intérieurs de tisserand, — dont le Musée Kroller-Muller possède un magnifique exemplaire qui n'a pas été prêté — de celles de la période d'Arles, voire d'Auvers, les dernières, l'on constate que l'écriture n'a pratiquement pas varié, plus lyrique peut-être dans les tableaux de St-Rémy, marquée d'un expressionnisme quelquefois délirant. De la gamme des terres reliées par des gris elle a passé à celle des chromes et des bleus de cobalt reliés par des verts intenses. Mais c'est le même peintre, inspiré seulement par une autre lumière et travaillant sous un autre ciel. Et encore se prend-il quelquefois à regretter, confessant dans une lettre à son frère : « Je regrette de ne pas simplement avoir gardé la palette hollandaise des tons gris. »

Ce qui ne changera jamais et ira toujours en s'affirmant avec plus de certitude et de tranquille maîtrise, ce sera le dessin. Et l'on peut regretter que l'exposition actuelle ne nous montre pas davantage ces merveilleux dessins à la plume de roseau, dont le graphisme à la fois ferme et aigu rappelle et rejoint celui des grands japonais, ces maîtres de la calligraphie plastique. Ne serait-ce que celui de *la Plaine d'Auvers,* heureusement exposé et qui date de juillet 1890, des derniers jours de Van Gogh, ceux qui allaient aboutir au suicide, ce suicide qui ne fut peut-être qu'un accident et dont la signification, s'il fut volontaire et pleinement conscient nous échappe encore et nous échappera probablement toujours. Il est la part du mystère qui préside à l'accomplissement de toute destinée d'homme.

Maîtres du XVIIe, à la galerie de l'ancien hôtel de Croy

Après ce bref hommage rendu à Van Gogh dans le cadre baroque et démodé de l'hôtel Jacquemart André, cette demeure « qui fut belle sous l'Empire », il serait peut-être moins paradoxal qu'il ne semble, négligeant de plus fracassantes actualités, de rendre compte d'une exposition consacrée à ces anciens maîtres, qui grâce à Van Gogh, pourront retrouver un cadre décent dans leur musée rénové.

Ici nous sommes dans les salons de cet ancien Hôtel de Croy, dont les jardins sur l'emplacement actuel du Boulevard Raspail furent si fâcheusement escamotés par les géomètres de la ville de Paris, poursuivant l'œuvre bienfaisante et néfaste d'Haussmann. Déjà une heureuse initiative privée nous a fait retrouver les admirables sous-sols voûtés de cette belle demeure, érigée celle-ci à une époque où nos architectes savaient encore bâtir. Au rez-de-chaussée de ce même hôtel mutilé mais toujours et heureusement debout, un homme de goût, — il en est encore quelques-uns à notre époque, — vient d'ouvrir en de magnifiques salles, ayant conservé la noblesse de leurs proportions et quelques fragments de leurs authentiques boiseries, une galerie, que dis-je, un salon consacré à la peinture ancienne.

Il a été inauguré par un remarquable choix d'œuvres du XVIIe siècle, français, flamands, italiens et espagnols. Cette initiative rejoint celle d'un autre jeune et courageux animateur, François Heim-Gayrac, qui dans le cadre de l'ancienne galerie Barbazanges, Faubourg St-Honoré, nous offre chaque année, groupant ses trouvailles et ses achats, un vrai festival de peinture ancienne. Avec le même soin, visant le choix des œuvres aussi bien que leur présentation, M. Henri Screpel, les véritables amateurs d'art retiendront ce nom, nous offre aujourd'hui de Jacques Linard « *un bouquet de fleurs sur une boîte de copeaux* », qui est une merveille de composition équilibrée quant au dessin et à la distribution de *la matière colorée*. J'emploie volontairement ce terme de *matière colorée*, car dans une peinture de cette qualité où la matière picturale rejoint en transparence et en éclat celle de l'émail on peut et on doit parler plus volontiers de *matière colorée* que de couleur, notion à vrai dire abstraite. Un mot encore pour cette « *nature-morte au brasero* », dont toute la partie gauche est un poème plastique s'irradiant dans un merveilleux silence. Mais il faudrait tout citer des quelques vingt pièces exposées.

Que sont auprès de cela et au prix de cela « *les Oiseaux* » de Monsieur Bernard Buffet, un jeune homme, qui a le tort de penser que la peinture ne se suffit pas à elle-même et qu'il faut y ajouter le scandale afin que la chose soit payante ? Mon opinion : « Monsieur Bernard Buffet a eu, a encore du talent, un talent de dessinateur incisif qui eut fait merveille dans l'illustration, mais Monsieur David, son marchand, lui a du génie.

Ce qu'il faut avoir vu

Au *Musée Guimet*, « l'Exposition du Masque » : masques de danse, d'initiation, de théâtre, appartenant aux diverses civilisations de divers continents, étonnant répertoire de formes

sur le thème le plus varié, le plus expressif : le visage humain, souvent associé à celui d'animaux familiers ou fantastiques.

Au *Musée des Arts Décoratifs,* « l'Exposition Antagonismes » : confrontation des tendances les plus avancées de la peinture contemporaine. Là des éclaircissements seraient nécessaires, trop nécessaires, hélas ! car là où la littérature pénètre l'art s'efface.

Au *Musée Notre Dame,* « La Cité il y a un siècle » : rétrospective intéressante, iconographique et artistique, sur la physionomie de la vieille Cité, avant les stupides destructions d'Haussmann, transformant en casernes un des lieux les plus sacrés de notre Histoire nationale, abattant du même coup onze églises ou chapelles, sans parler de quartiers vétustes mais vénérables, qui faisaient à Notre Dame un authentique écrin, qu'il eut fallu simplement assainir et restaurer.

F.-H. LEM.

Le mensonge et la poésie

Les jeux pirandelliens de la vérité et du mensonge ont relié tous nos plaisirs pris aux spectacles de ce mois. A ces jeux la vérité se grime en mensonge, le mensonge se costume en vérité et ils se lancent à la poursuite l'un de l'autre sur le grand manège qui tourne si vite qu'on ne parvient plus à distinguer ni poursuivis ni poursuivants.

Il faut parler d'abord de la délicieuse pièce qu'Antoine Blondin a signée avec Paul Guimard (1). Le titre déjà vous balance aussitôt dans le gentil univers blondinien où chaque mot menace de vous ouvrir sous les pieds la trappe du double sens qui, à son tour, vous jette dans les rêves de la poésie : « Un garçon d'honneur ». C'est tout de même mieux trouvé que le titre de la nouvelle d'Oscar Wilde dont est tirée la pièce « Le crime de Lord Arthur Savile ». Et tout est là. Car le héros — incarné par Jacques Duby — s'il est vrai qu'à la veille de son mariage son air de jeunesse lui donne plutôt l'apparence de son propre garçon d'honneur, il est vrai aussi qu'il est prêt à assumer toutes les tâches les plus ingrates que lui assigne ce curieux sentiment, l'honneur. Mais peut-être bien aussi qu'Antoine Blondin voulait indiquer qu'il fallait une certaine dose de puérilité pour croire encore à ce sentiment — puérilité dont il n'appartient à personne de se défaire. Et que là encore la poésie du vocabulaire indiquait la voie d'une vérité dans la confusion des charmes de la morale vis-à-vis de soi-même et de la jeunesse.

(1) Au Théâtre Marigny.

A la veille de son mariage, un chiromancien lit dans la main du jeune lord Arthur qu'il doit, par décret de destinée, commettre un crime. D'autres preuves ayant largement pu le convaincre de la science du devin, le fiancé décide de commettre ce crime avant son mariage afin de ne pas faire partager à sa femme le poids d'une telle obsession. Et le voilà chargé du souci d'aller au devant d'un destin qui se dérobe, de rendre vraie la prédiction stupéfiante. Comment il y parviendra en faisant mordre au serpent sa propre queue, c'est ce que l'on ne dira pas pour ne pas abîmer le plaisir. Mais auparavant il y aura eu grande joie à suivre ce ballet plein d'humour où la volonté et le destin dansent le pas du tâtonnement sur le grand thème de la recherche de soi-même.

***

Dans le film de Carol Reed et Graham Greene « Notre agent à La Havane », le prétexte à cette poursuite du mensonge et de la vérité est moins d'essence poétique que métaphysique et policière — bien dans la manière de l'auteur du « Troisième Homme ».

Un brave citoyen britannique et quadragénaire vit à La Havane entre son petit magasin d'aspirateurs et appareils ménagers, le souvenir de sa femme qui l'a quitté et sa fille qu'elle lui a laissée : dix-sept ans, jolie, vertueuse et dépensière. Un beau jour apparaît dans son magasin un personnage étrange qui lui propose de devenir espion au service de Sa Majesté et, pour ce faire, d'engager des agents. Quels agents pour espionner quoi ? Il ne sait. Mais un ami lui donne la clé du problème : l'avantage des renseignements secrets est d'être incontrôlables, il n'y a qu'à inventer. Et voilà notre homme — c'est le merveilleux Alec Guiness — montant tout un réseau imaginaire à la découverte de renseignements imaginés. Ce qui est beau est que, croyant tout inventer, il a été à la rencontre du vrai : certains personnages portent véritablement les noms qu'il a donnés à ses agents. Et lorsque un réseau ennemi déchiffrera son code, ces personnages seront abattus à tour de rôle. Notre Pierrot lunaire, poussé dans le monde de la force qui n'était pas le sien, sera pourtant amené à tuer le chef du réseau qui fait abattre ces innocents. La réalité a rejoint la fiction. Et c'est cepen-

dant la seule action réelle, la seule pour laquelle il ne sera pas félicité.

Dans un tel film, l'humour ne perd jamais ses droits et la critique des services secrets, des faux spécialistes et des rivalités de bureaux, y est succulente. Mais il y a, bien entendu, aussi le sens de Graham Greene d'un destin quasi policier qui enserre les individus dans les mailles de son filet pour leur faire rendre ce qu'ils doivent. Et les scènes sont étonnantes où le héros, poursuivi par la police cubaine, ne s'angoisse pas devant des accusations qu'il sait fausses — et son seul tort est d'avoir menti à ses chefs — alors qu'entre temps elles sont devenues vraies. Le mythomane qui a réinventé la vérité, il y a là un beau thème de rêverie.

∴

C'est peut-être le poète. C'est, en tout cas, ce que suggère une fois de plus Jean Cocteau dans « Le testament d'Orphée ».

Il faut le dire aussitôt : l'idée de laisser un « testament » est une belle idée ; l'idée de tirer un trait et de faire la somme de sa vie, de prendre quelque distance vis-à-vis d'elle est une tentative qui a de la hauteur, qui change du hasard et de l'anecdote où tout se traîne. Et du testament d'Orphée, qui a toujours été pour Cocteau l'incarnation même du poète, on pouvait beaucoup attendre. Hélas ! Combien Jean Cocteau s'est trahi lui-même s'il veut nous faire croire que c'est là tout ce qu'il nous laisse. Que retenir ? Une idée : la poésie c'est le domaine de l'irrationnel qui a sa large place dans le monde et donc le poète est un « connaisseur » méconnu qui en vaut pourtant autant qu'un autre. Oui, bien sûr, l'on n'en doute pas. Mais enfin, au terme d'une vie, ce n'est pas très riche. Au moins y a-t-il la manière de le suggérer ? Il est bien vrai que du pouvoir de suggestion d'une image, domaine éminemment subjectif, il est très difficile de discuter. Mais que les procédés sont simples ! les mêmes que dans le texte : le paradoxe et le retournement. « Je plaide coupable d'innocence », « je n'ai pas la mémoire du passé », le plongeur qui ressort de la mer au milieu de l'écume, la fleur qui se reconstitue sous les doigts, la feuille de papier qui renaît de la flamme. Seules quelques se-

condes sont belles, celles précisément où l'auteur semble — pourquoi ? est-ce la voix plus juste ? — inventer, ressentir dans l'instant ce qu'il dit ou fait dire, « Vous vous préoccupez trop d'être pour pouvoir vivre », ou, croisant Œdipe, « Souvent ce qu'on a cherché toute sa vie, on passe un beau jour à côté, et précisément on ne le reconnaît pas ». Pour quelques instants de vraie souffrance éprouvée, que de procédés, que d'accessoires, que d'artifices et, finalement, quelle horreur de la nature !

⁂

Il fallait, après cela, le film de Clément « Plein soleil ». C'est comme un soulagement de découvrir le grand air, de respirer, de contempler les jeux du soleil sur la mer — admirablement photographiés. Et c'est un autre soulagement de voir enfin un film où le spectateur ne semble pas pris pour le crétin goîtreux descendu de la montagne.

La savante mécanique policière du scénario est amusante et ne laisse pas une seconde s'enfuir l'attention, sans atteindre pourtant à la grande virtuosité de Hitchkock dans la ligne duquel elle s'inscrit. Ce qui fait l'intérêt du film ce sont, outre la très belle photographie, les acteurs et les rapports des personnages entre eux.

Un jeune homme de notre époque a envie de vivre. Il est pauvre, ce qui l'en empêche. Mais il s'est fait un ami très riche, ce qui va peut-être le lui permettre. Il convoite sa manière de vivre tout en la méprisant. Parce qu'il la méprise, il va le tuer et prendre son argent. Mais parce qu'il l'enviait, il va s'identifier à lui pour signer ses chèques d'abord, mais ensuite beaucoup plus profondément, parce qu'une partie de lui l'aimait tout de même.

Dans le rôle du féroce et nostalgique petit jouisseur, Alain Delon est tout simplement superbe. Il est beau, trouble, enfant perdu, enfant gâté tout à la fois : il peut être maintenant aussi grand que James Dean avec même une présence plus intelligente. Maurice Ronet est bon. Marie Laforet qui, entre eux deux, est l'amie du garçon riche que convoite obscurément le pauvre, est belle. Mais ce qui frappe dans ce film, c'est qu'ils sont tous beaux, d'une beauté parfaitement en accord avec celle, sublime, des paysages.

C'est une histoire de crime, ce n'est pas le moins du monde une histoire ignoble. Car on ne croit peut-être pas tout à fait au crime, mais on croit bel et bien à l'attrait — réciproque d'ailleurs et sans rien de bas — qui unit les deux amis.

Il y aurait beaucoup à dire à propos de ce film sur les tentations du monde moderne, sur le côtoiement d'individus si *inégaux*. Mais ce à quoi on n'échappe pas, c'est au souvenir de ces luxueuses soirées en mer, au partage étrange de l'amitié et de l'amour et au visage de jeune renard d'Alain Delon sur lequel se conjuguent la cruauté et la grâce.

Bernard VORGE.

A NOS LECTEURS

Nous signalons à ceux de nos lecteurs qui désireraient l'acquérir que la collection complète des 64 *numéros de la* 1re *série de* Défense de l'Occident *est en vente au prix de* 150 N.F.

Ecrire à l'administration de Défense de l'Occident, 58, *rue Mazarine, Paris*-6e.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 214. Dépôt légal 1er trimestre 19[illegible].
Le Gérant : Jacques POILLOT

re 1980.